

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/40120]

18 DECEMBRE 2020. — Arrêté 2020/1989 du Membre du Collège de la Commission communautaire française fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III et à la section 8 du chapitre IV de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées

Le Membre du Collège chargé de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, l'article 24 et 51, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté 2014/152 du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées portant application des articles 19,1^o et 48 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté 2018/1322 du Membre du Collège de la Commission communautaire française du 12 novembre 2018 fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 6 octobre 2020 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées du 6 octobre 2020 ;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné le 4 novembre 2020 ;

Vu l'absence de réaction à la demande d'avis adressée en date du 1^{er} décembre 2020 au Comité ministériel institué par l'article 4 de l'Accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, rendu en urgence en application de l'article 14 de l'Accord de coopération-cadre ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 novembre 2020 ;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du Budget, donné le 3 décembre 2020 ;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il est impératif que le présent projet entre en vigueur un 1^{er} janvier, afin d'éviter que deux systèmes réglementaires différents s'appliquent aux mêmes aides individuelles la même année, ce qui aurait pour effet d'entraîner une insécurité juridique pour les bénéficiaires de ces aides, contrevenant ainsi au principe de légitime confiance qui est celui en vertu duquel le citoyen doit pouvoir se fier à une ligne de conduite claire et constante de l'autorité, principe consacré et confirmé de manière constante par la section de législation du Conseil d'Etat (cfr. e.a. arrêts n° 232.822 du 5 novembre 2015, n° 236.290 du 27 octobre 2016, n° 243.503 du 24 janvier 2019 et n° 243.882 du 5 mars 2019) ;

Que le respect de ce principe établi du droit administratif est d'autant plus prégnant que le public-cible des mesures mentionnées dans l'annexe au présent arrêté se trouve en situation de handicap ;

Que l'adoption d'un dispositif transitoire n'est pas davantage possible dans le cas d'espèce, pour le même motif ;

Qu'il convient donc que le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 ;

Vu l'avis n° 68.394/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'il a été tenu compte de toutes les remarques formulées par la section de législation du Conseil d'Etat, à l'exception des points suivants :

Que, premièrement, en ce qui concerne la remarque relative à la réalisation d'une étude comparative des prix entendue comme un préalable à l'adoption de la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion, il a été décidé de ne pas y faire suite étant donné 1^o que l'article 31 alinéa 3 de l'arrêté 2014/152 porte que « les plafonds relatifs aux aides qui figurent dans la liste visée à l'article 3 § 1^{er} tiennent compte, dans la mesure du possible, des résultats d'une étude comparative du prix », indiquant ainsi que cette modalité ne constitue pas une formalité obligatoire, et que 2^o les aides octroyées respectent les principes d'objectivation et de mise en concurrence ;

Que, deuxièmement, en ce qui concerne la remarque relative au respect de l'article 23 de la Constitution, en ce qu'il impose une obligation de standstill, il convient de préciser ce qui suit :

- L'adaptation du point 2.2 de l'annexe répond au souci d'en améliorer la lisibilité. Le champ d'application de cette sous-rubrique n'est pas réduit mais bien élargi, par une ouverture aux personnes présentant un trouble du spectre de l'autisme ou une déficience auditive.

- La précision relative à un plafond d'intervention au point 4.5. ne constitue pas un recul, car la règle était déjà appliquée par l'équipe pluridisciplinaire : s'agissant d'une règle non écrite, il convenait de l'insérer expressis verbis, dans un souci de sécurité juridique.

- L'exclusion de la formation professionnelle au point 5 ne constitue pas un recul dans la protection des droits des bénéficiaires dans la mesure où dans le cadre de l'enseignement secondaire, il existe un enseignement spécialisé qui offre un accompagnement pédagogique, alors que ce n'est pas le cas dans la formation professionnelle ou dans l'enseignement supérieur ;

Que troisièmement, en ce qui concerne la remarque relative à l'obligation d'introduire des pièces justificatives au regard du point 1.13 et du point 3 de l'annexe, « au plus tard le 5 janvier de l'année suivant l'exercice concerné », il a été décidé de ne pas y faire suite étant donné que le principe de l'annualité budgétaire nous impose de ne prendre en considération que les achats effectués durant un seul et même exercice, ce principe devant être mis en regard du fait qu'un paiement ne peut intervenir qu'à la double condition que l'engagement intervienne avant le 31 décembre de l'année considérée et que sa liquidation intervienne avant le 15 janvier de l'année suivante, ce qui présuppose que le Service PHARE dispose des justificatifs à une date antérieure ;

Que quatrièmement, en ce qui concerne la remarque relative à la durée de validité de la décision relative aux produits absorbants pour incontinence, il a été décidé de ne pas y faire suite étant donné que 1^o l'article 17, 2^o de l'arrêté 2014/152 habilite l'équipe pluridisciplinaire à déterminer la date de prise de cours de la décision et, le cas échéant, la date de son échéance, et que 2^o l'article 13 de ce même arrêté dispose que toute décision d'intervention peut faire l'objet d'une réévaluation.

Considérant que les mesures concernées par le présent arrêté sont justifiées par les motifs d'intérêt général que sont l'inclusion des personnes handicapées, la diversité des aides proposées et une gestion rigoureuse des deniers publics,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en application de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté 2014/152 du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées portant application des articles 19,1^o et 48 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les modalités et les critères concernant les interventions visées au chapitre à la section 2 du chapitre III et à la section 8 du chapitre IV du même arrêté sont fixés dans la liste figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 3. L'arrêté 2018/1322 du Membre du Collège de la Commission communautaire française du 12 novembre 2018 fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées est abrogé le 31 décembre 2020.

Art. 4. Par dérogation à l'article 3, les modalités et critères figurant dans l'annexe de l'arrêté du Membre du Collège de la Commission communautaire française du 12 novembre 2018 précité continuent à s'appliquer à toutes les demandes introduites jusqu'au 31 décembre 2020.

Les décisions individuelles notifiées restent valables jusqu'à leur date d'échéance dans les conditions déterminées par la réglementation sur base de laquelle elles ont été prises, à l'exception des décisions visées aux points suivants, lesquelles seront soumises aux dispositions de l'annexe du présent arrêté :

- point 2.3.4 « Transcription de cours »
- point 3 « Produits absorbants pour incontinence »
- point 10 « Entretien et réparation de certaines aides ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.
Bruxelles, le 18 décembre 2020.

R. VERVOORT

Annexe à l'arrêté 2020/1989 du Membre du Collège de la Commission communautaire française fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III et à la section 8 du chapitre IV de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées.

1. Dispositions générales

Chaque fois qu'il est mentionné « Service PHARE » dans la présente Annexe, il convient d'entendre « Directeur d'administration du Service PHARE ».

Par « arrêté 2014/152 », il y a lieu d'entendre l'arrêté du 7 mai 2015 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées.

1.1. Si la personne a obtenu une intervention auprès d'une autre entité fédérée ou du pouvoir fédéral, elle ne peut pas obtenir une intervention pour couvrir la même dépense auprès du Service PHARE.

1.2. Conformément à l'article 7, § 1^{er} de l'arrêté 2014/152, la demande d'intervention est introduite au moyen du formulaire de demande établi par le Service PHARE complété et signé ou à tout le moins, d'un document écrit provenant de la personne ou son représentant légal.

Conformément à l'article 43, §§ 1^{er} et 2 de l'arrêté 2014/152, les prestations d'aide matérielle sont prises en charge uniquement si elles sont livrées ou prestées au plus tôt le jour de la date de la demande d'intervention, à l'exception des situations suivantes :

- Si la personne handicapée justifie de l'urgence ou de la nécessité de disposer de prestations d'aide matérielle avant qu'elle ne puisse introduire valablement la demande d'intervention y relative, un délai de six mois entre la date de livraison ou de prestation de l'aide et la date de la demande d'intervention est admis ;
- Les travaux d'aménagements immobiliers et mobiliers pour lesquels une intervention est octroyée ne peuvent débiter avant la notification de la décision d'intervention à la personne handicapée. Aucune facture dont la date est préalable à la date de notification de cette décision ne sera prise en compte.

1.3. Un rapport médical complémentaire peut être demandé par le médecin du Service PHARE si les données médicales à sa disposition ne sont pas suffisantes.

Lorsqu'il est fait mention d'un pourcentage de handicap minimum dans les critères médicaux, le calcul de celui-ci se base sur le Barème Officiel Belge des Invalidités (BOBI).

1.4. Conformément à l'article 38, § 1^{er} de l'arrêté 2014/152, s'il l'estime nécessaire, le Service PHARE se réserve le droit de demander toute information complémentaire utile à l'examen de la demande et notamment une attestation d'essai, un devis supplémentaire.

1.5. Les montants maxima ou de référence figurant dans la présente liste sont indiqués hors T.V.A, sauf spécification contraire.

1.6. Les frais afférents à la livraison, à l'installation ainsi que la taxe récupel sont intégrés dans les montants maxima de la présente liste.

1.7. Une seule intervention pourra être accordée lorsque deux matériels remplissent la même fonction et la même finalité.

1.8. Le Service PHARE n'accorde pas d'intervention pour du matériel relatif à la sécurité, sauf s'il est rendu obligatoire par une réglementation régionale ou fédérale.

1.9. Compte tenu des obligations imparties aux maisons de repos, aux maisons de repos et de soins, aux centres d'hébergement agréés et aux logements collectifs adaptés, le bénéfice de certaines prestations est exclu pour les personnes résidant dans ce type d'institution. Les services de logements inclusifs ne sont pas concernés par cette exclusion.

Les prestations exclues sont les suivantes :

- l'aménagement immobilier et mobilier tel que prévu au point 6 de la présente liste ;
- l'équipement complémentaire tel que prévu au point 7 de la présente liste ;
- les biens d'équipement tels que prévus au point 8 de la présente liste ;
- l'entretien et les réparations relatifs aux prestations précitées.

Lorsqu'une personne domiciliée dans un logement privé situé en Région bruxelloise réside dans un des lieux d'hébergement visé à l'alinéa 1^{er}, la demande d'intervention liée au domicile doit être accompagnée d'une attestation du lieu d'hébergement mentionnant la fréquence et la durée du retour à domicile.

1.10. Conformément à l'article 34 de l'arrêté 2014/152, lorsqu'ils sont destinés à une personne handicapée mineure qui réside de manière habituelle à deux adresses différentes dans le cadre d'un hébergement égalitaire constaté dans un jugement prononcé par les tribunaux compétents, les aides à la communication, le matériel anti-escarres, l'équipement complémentaire et les biens d'équipement tels que définis dans la présente liste, peuvent être octroyés en deux exemplaires moyennant le respect des conditions suivantes :

- 1° les deux adresses sont situées en Région de Bruxelles-Capitale;
- 2° l'octroi d'un matériel transportable léger n'est pas à même de répondre à ses besoins.

Conformément à l'article 35 de l'arrêté 2014/152, le montant total de l'intervention complémentaire visé sous ce point 1.10 est plafonné à 10.000 euros par période de cinq ans.

1.11. Sans préjudice de dispositions contraires figurant dans les points qui suivent, un renouvellement anticipé du matériel repris dans la présente liste peut être accordé dans l'une des situations suivantes :

- soit lorsque le matériel visé ne répond plus aux besoins spécifiques de la personne.

Dans ce cas, la demande d'intervention doit être accompagnée d'un rapport détaillé justifiant l'évolution de la situation de la personne ;

- soit lorsque le matériel n'est pas réparable ou que le coût de la réparation est disproportionné par rapport à celui d'un nouveau matériel équivalent. Cette condition doit être justifiée par une attestation du fournisseur établie préalablement à l'achat du nouveau matériel.

Aucun renouvellement ne peut être accordé dans les situations suivantes :

- au cours de la période couverte par une garantie : deux ans à partir de la date d'achat ou plus en cas d'extension de garantie, sauf si une attestation du vendeur prouve que le dégât matériel n'est pas couvert par la garantie ;
- durant le délai minimum mentionné s'il est établi que la cause de l'irréparabilité provient d'une négligence de l'utilisateur.

Le délai de renouvellement est incompressible en ce qui concerne les téléphones portables, les ordinateurs et les tablettes.

Les délais de renouvellement mentionnés pour certaines aides sont déterminés sur base de la date de facturation de la prestation précédente.

Si la prestation doit être remplacée ou réparée suite à un sinistre ou un vol, la nouvelle demande d'intervention doit être accompagnée d'un document probant de la compagnie d'assurance ou du procès-verbal de la police. L'intervention portera uniquement sur la part des éventuels frais supplémentaires aux montants couverts par l'assurance.

Dès lors, la personne est tenue de prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance et d'en fournir la preuve. A défaut, le Service PHARE n'accordera aucune intervention.

Ce point n'est pas d'application pour le point 4.5 de la liste (adaptation d'une voiture) : si le véhicule doit être réparé ou remplacé à la suite d'un sinistre ou d'un vol, aucune intervention ne pourra être accordée.

1.13. Conformément à l'article 22, alinéa 1^{er} de l'arrêté 2014/152, les pièces justificatives doivent être introduites auprès du Service PHARE, à peine de forclusion, dans un délai de 6 mois qui suit l'exécution des prestations ou des dépenses couvertes par l'intervention. Pour les interventions relatives aux « Produits absorbants pour incontinence » visées au point 3 de la présente annexe, nonobstant ce délai de 6 mois, les pièces doivent être introduites au plus tard le 5 janvier de l'année suivant l'exercice concerné.

1.14. Lorsqu'une intervention est sollicitée dans le cadre d'une activité professionnelle rémunérée, d'un contrat d'adaptation professionnelle ou dans le cadre d'une formation professionnelle organisée par un organisme de formation, il sera fait application des dispositions de l'arrêté 2014/152, en sa section 8.

Conformément à l'article 83 de l'arrêté 2014/152, l'adaptation du poste de travail est destinée :

- aux travailleurs handicapés et à leur employeur, du secteur privé ou du secteur public, y compris les travailleurs et employeurs des entreprises de travail adapté ;
- aux travailleurs handicapés indépendants à titre principal ;
- aux stagiaires et à leur entreprise formatrice dans le cadre du contrat d'adaptation professionnelle ;
- aux stagiaires et à leur organisme de formation dans le cadre d'une formation professionnelle.

L'adaptation du poste de travail n'est pas accordée :

- dans le cadre d'un stage découverte
- dans le cadre d'activités de volontariat
- aux personnes soumises à l'obligation scolaire.

Conformément à l'article 85 de l'arrêté 2014/152, la demande d'intervention est introduite de manière conjointe par la personne handicapée et l'employeur, l'entreprise formatrice, l'entreprise de travail adapté ou l'organisme de formation professionnelle au moyen du formulaire établi par le Service PHARE.

Conformément aux articles 84, 86, 87 et 89 de l'arrêté 2014/152, l'intervention du Service PHARE est accordée sur base des principes suivants :

- le Service PHARE intervient uniquement pour le poste de travail principal ;
- lorsque du matériel transportable léger existe sur le marché, l'octroi d'une intervention pour du matériel transportable léger est privilégié pour permettre l'utilisation du matériel en télétravail le cas échéant (ex : ordinateur portable) ;
- l'intervention ne vise que la partie des frais qui constituent une dépense supplémentaire par rapport à ceux encourus par une personne valide dans des circonstances identiques ;
- l'intervention n'est octroyée que si la dépense ne peut être supportée par un autre pouvoir public ;
- l'intervention n'est octroyée que si elle est nécessaire à l'inclusion de la personne handicapée ;
- elle est déterminée en fonction des besoins de la personne handicapée et du caractère raisonnable (coût, efficacité, absence d'initiatives moins onéreuses et investissement dans le temps) des aménagements demandés. Cette intervention est accordée selon les modalités et conditions déterminées par la présente liste, à l'exception des aides précisées au point 11 « Adaptation du poste de travail ».

Conformément à l'article 88, § 3 de l'arrêté 2014/152, la personne handicapée est tenue de restituer le matériel transportable léger et le matériel transportable lourd à la fin de l'emploi, du contrat d'adaptation professionnelle ou de la formation professionnelle, sauf si elle démontre - dans un délai de 6 mois à dater de ce terme - que ce matériel lui est nécessaire dans le cadre d'une nouvelle occupation, d'un nouveau stage ou d'une nouvelle formation professionnelle.

Le matériel doit être restitué à un service d'appui technique ou à un organisme agréé par la Commission communautaire française dans le cadre de l'aide aux personnes handicapées.

2. Aides à la communication

2.1. Ordinateurs – Tablettes comme prothèse d'écriture

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

une déficience fonctionnelle importante au niveau des membres supérieurs empêchant l'écriture manuelle ainsi que les gestes de la vie quotidienne nécessitant un usage de ses deux mains : diminution de force, spasticité, troubles de la coordination et/ou de la sensibilité, affection articulaire, déformation morphologique, dyspraxie sévère...

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- une attestation d'essai établie par un service spécialisé (pour une première demande), précisant que le matériel a été testé et convient à la personne ;
- si le demandeur est intégré dans l'enseignement ordinaire, l'établissement doit fournir un document contenant son autorisation quant à l'utilisation du matériel informatique en classe ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Pour toute demande relative aux troubles de la coordination et à la dyspraxie sévère, le justificatif doit impérativement mettre en évidence qu'une rééducation pluridisciplinaire antérieure a été mise en place et que d'autres moyens compensatoires ont été testés et se sont révélés insuffisants. Il faudra également mettre en évidence que la demande est réalisée dans le cadre d'un projet global cohérent et réfléchi avec une implication des différents partenaires (enfant, famille, école, équipe pluridisciplinaire).

Conditions particulières

Le Service PHARE n'intervient pas pour les coques de protection, les housses ou sacs de transport, les disques durs externes, les clés USB et autres matériels non spécifiques au handicap.

L'intervention ne couvre en aucun cas le coût du raccordement à un réseau ni le coût d'utilisation (abonnement et/ou prix des communications).

Aucune intervention n'est accordée pour l'achat de matériel informatique utilisé dans l'enseignement spécialisé sauf en cas d'utilisation à domicile (exercices, devoirs).

L'intervention pour un ordinateur n'est pas cumulable avec une intervention pour une tablette.

Délai de renouvellement : 5 ans pour les ordinateurs ou tablettes

Modalités liées à l'Aide individuelle : intervention dans le coût limitée à

Ordinateur ou tablette	250 euros
Logiciels liés à la fonction de prothèse d'écriture	500 euros

2.2. Appareils de communication

Les appareils de communication sont des appareils permettant à la personne de communiquer par différents moyens : pictogrammes, symboles, synthèse vocale, etc.

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une dysarthrie sévère ;
- soit une aphasie ;
- soit une déficience auditive ;
- soit un trouble du spectre de l'autisme ;
- soit tout autre trouble des fonctions neurocognitives.

En outre, chacune de ces pathologies doit entraîner une déficience de la parole ne permettant pas une expression orale fonctionnelle qui rend indispensable l'usage d'un ordinateur, d'une tablette ou d'un appareil de communication adapté.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- une attestation d'essai établie par un service spécialisé (pour une première demande), précisant que le matériel a été testé et convient à la personne.

Conditions particulières

L'intervention ne couvre en aucun cas :

- les coques de protection, les housses ou sacs de transport, les disques durs externes, les clés USB et autres matériels non spécifiques au handicap ;
- le coût du raccordement à un réseau ni le coût d'utilisation (abonnement et/ou prix des communications).

L'intervention pour un ordinateur n'est pas cumulable avec une intervention pour une tablette.

L'intervention pour un appareil de communication n'est pas cumulable avec un ordinateur ou une tablette.

Délai de renouvellement : 5 ans pour les ordinateurs ou tablettes

Modalités liées à l'Aide individuelle: intervention dans le coût limitée à

Appareil de communication (logiciels et bases de données symboliques compris)	15.000 euros
Ordinateur ou tablette	250 euros
Logiciels de communication liés à l'usage de l'ordinateur ou de la tablette	1.000 euros

2.3. Matériels spécifiques pour personnes aveugles ou malvoyantes**Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une altération grave de la vue malgré une correction optique au meilleur œil attestée par un ophtalmologue ou par un bilan fonctionnel stipulant que la personne présente une déficience visuelle rendant impossible l'écriture ou la lecture sans l'usage d'une ou plusieurs des prestations reprises ci-dessous.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé (hors transcriptions) ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- une attestation d'essai établie par un service spécialisé (pour une première demande et hors transcriptions).

Délai de renouvellement

- 5 ans pour les ordinateurs et tablettes, les vidéo-loupes et les loupes ;
- 4 ans pour les téléphones portables avec synthèse vocale.

2.3.1. Ordinateurs - tablettes – téléphones avec synthèse vocale**Conditions particulières**

L'intervention ne couvre en aucun cas :

- les coques de protection, les housses ou sacs de transport, les disques durs externes, les clés USB et autres matériels non spécifiques au handicap ;
- le coût du raccordement à un réseau ni le coût d'utilisation (abonnement et/ou prix des communications).

L'intervention pour un ordinateur n'est pas cumulable avec une intervention pour une tablette.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Ordinateur ou tablette	350 euros
Ordinateur intégrant la fonction de lecture d'écran et d'agrandissement	600 euros
Téléphone portable avec synthèse vocale	350 euros

2.3.2. Vidéo-loupes et loupes**Conditions particulières**

- la demande de vidéo-loupe avec fonction double caméra doit être justifiée par une attestation scolaire ou professionnelle ;
- la demande de loupe électronique avec écran doit être justifiée par une attestation liée à un usage professionnel.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Vidéo-loupe classique	4.300 euros
Vidéo-loupe avec fonction double caméra	6.450 euros
Vidéo-loupe parlante	4.500 euros
Loupe électronique avec écran	1.200 euros
Loupe électronique de poche	650 euros

2.3.3. Machine à écrire le braille**Conditions particulières**

Le justificatif doit mentionner si le demandeur est brailleux ou en cours d'apprentissage de l'écriture Braille.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Machine mécanique (coffre compris)	900 euros
Machine électrique (coffre compris)	1.200 euros

2.3.4. Transcription de cours**Conditions particulières**

- la demande doit être accompagnée d'une attestation d'inscription scolaire ;
- la traduction de cours en Braille, en grands caractères ou sur CD ou DVD, doit être réalisée par l'intermédiaire d'un organisme reconnu par les pouvoirs publics ;
- le Service PHARE doit pouvoir obtenir une copie des documents qu'elle aura subventionnés.

Modalités

L'intervention globale ne peut pas dépasser le montant maximum de 4.000 euros par année académique.

Photocopies agrandies, par feuille	0,20 euros
Transcription de cours (y compris scannage ou encodage), en grands caractères ou par enregistrement informatique (par 500 Ko) ou par page embossée	1,60 euros
Traduction de cours en Braille	1,60 euros
Enregistrement sur CD ou DVD	30 euros par heure d'enregistrement

2.3.5. Autres matériels spécifiques**Conditions particulières**

- Les demandes de barrette Braille version 80 cellules et de logiciel de lecture d'écran version professionnelle doivent être justifiées par une attestation liée à un usage professionnel ou dans le cadre d'études supérieures.
- Les demandes de bloc-notes électroniques avec logiciel de lecture d'écran doivent être justifiées par une attestation liée à un usage professionnel ou dans le cadre d'études.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Barrette Braille version 40 ou 44 cellules	5.900 euros
Barrette Braille version 80 cellules	12.100 euros
Bloc-notes électronique avec synthèse vocale	8.000 euros
Bloc-notes électronique avec synthèse vocale et logiciel de lecture d'écran	11.000 euros
Dictaphone	350 euros
Imprimante Braille	3.750 euros
Logiciel de lecture d'écran - avec sortie vocale, braille et/ou logiciel d'agrandissement - version professionnelle	2.000 euros 2.800 euros
Synthèse vocale	500 euros
Logiciel d'agrandissement	660 euros
Logiciel de reconnaissance des caractères	170 euros
Logiciel de reconnaissance vocale	150 euros
Lecteur de livres	300 euros
Machine à lire (non cumulable avec un logiciel de reconnaissance de caractères)	2.500 euros

2.4. Matériels spécifiques pour personnes sourdes ou malentendantes**Conditions médicales**

- Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter des difficultés graves pour écouter qui justifient l'utilisation du matériel, attestées par un rapport d'un service d'audiophonologie.
- Pour les systèmes d'amplification de son, la personne doit présenter une diminution auditive moyenne de 60dB au moins à la meilleure oreille, sans appareillage.

La demande portant sur un émetteur cri bébé doit être accompagnée d'un certificat de grossesse.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- une attestation d'essai (sauf en cas d'impossibilité).

Délai de renouvellement : 5 ans

2.4.1. Systèmes de communication**Modalités : intervention dans le coût limitée à**

Système FM	2.500 euros
Aide à l'écoute avec ou sans interface et combinables avec appareils auditifs ou implants	500 euros
Système d'amplification de son : boucle magnétique, téléphones amplifiés avec ou sans fil	260 euros
Système de visiophonie pour téléphone portable ou ordinateur ou tablette	150 euros

2.4.2. Réveils et systèmes d'avertissement**Modalités : intervention dans le coût limitée à**

Emetteur cri bébé	200 euros
Réveil vibrant, lumineux et/ou digital	
Emetteur/récepteur avec signaux visuels et/ou vibrants	

Emetteur sonnette et/ou bouton de porte	1.350 euros
Emetteur incendie	

3. Produits absorbants pour incontinence

Conditions médicales et administratives

La personne doit être âgée de 3 ans minimum.

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

a) une prescription médicale établissant que la personne souffre d'une incontinence urinaire et/ou fécale suite à des lésions neurologiques médullaires ou des lésions congénitales ou acquises du bas appareil urinaire ou de l'appareil intestinal ou suite à un trouble de développement psychomoteur, mental ou psychologique.

Le rapport médical doit spécifier:

- s'il s'agit d'une incontinence diurne et/ou nocturne ;
- si la pathologie est réversible ou acquise à vie.

b) la décision du médecin-conseil relative à la demande d'octroi du forfait incontinence INAMI.

Condition particulière

L'intervention ne couvre en aucun cas les onguents, les poudres, les lingettes, les alèses, les serviettes hygiéniques et les tampons.

Durée de validité

La durée de la validité de la décision relative aux produits absorbants pour incontinence est fixée par le Service PHARE. Pour solliciter une prolongation d'intervention, la personne doit introduire une nouvelle demande, accompagnée des documents indiqués sous les conditions médicales et administratives.

Modalités

- Lorsque la décision du médecin-conseil relative à la demande d'octroi du forfait incontinence INAMI est positive, le Service PHARE intervient sur base des dépenses justifiées au moyen de preuves d'achats, dans les limites du plafond déterminé, déduction faite du montant forfaitaire pour incontinence accordé par l'INAMI.

Pour obtenir l'intervention du Service PHARE, la personne doit justifier, au moyen de preuves d'achats, qu'elle a épuisé le forfait accordé par l'INAMI.

- Lorsque la décision du médecin-conseil relative à la demande d'octroi du forfait incontinence INAMI est négative, le Service PHARE intervient sur base des dépenses justifiées, au moyen de preuves d'achats, dans les limites du plafond déterminé.

- Le Service PHARE établit le calcul du montant de l'intervention et procède à la liquidation des paiements endéans les deux mois qui suivent les échéances suivantes : **1^{er} avril – 1^{er} août – 1^{er} décembre**. Le Service PHARE se base sur les pièces justificatives valablement introduites à l'issue de chacune de ces échéances.

Les pièces justificatives qui seraient introduites après l'échéance du 1^{er} décembre de l'année concernée et avant la date limite du 5 janvier de l'année suivante, sont susceptibles de faire l'objet d'un paiement séparé.

Les pièces justificatives des dépenses doivent être introduites au Service PHARE dans les 6 mois à dater de l'achat et au plus tard le 5 janvier de l'année suivant l'exercice concerné.

Intervention dans le coût limitée à

Par année civile	Nuit et jour	Nuit
Enfant à partir de 3 ans jusqu'à 8 ans accomplis dans l'année civile	600 euros	100 euros
Adulte et enfant à partir de la 9 ^{ème} année civile	900 euros	200 euros

Les montants spécifiés ci-dessus sont des montants T.V.A. comprise.

4. Aides à la mobilité

4.1. Voiturette, adaptations et coussins anti-escarres

La voiturette (y compris ses adaptations et le coussin anti-escarres) est une prestation prévue dans la nomenclature d'IRISCARE, par application de l'Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 19 décembre 2019 établissant la nomenclature des aides à la mobilité. Son remboursement par l'assurance obligatoire soins de santé peut être intégral ou donner lieu à des frais supplémentaires.

Etant donné le rôle résiduaire du Service PHARE, une intervention pourra être accordée uniquement dans les cas suivants :

- soit dans un cas de cumul ou de renouvellement anticipé ;
- soit exclusivement pour les adaptations non nomenclaturées qui revêtent un caractère indispensable.

Conditions médicales et administratives

La demande doit être accompagnée d'une copie du dossier guichet unique comportant les éléments suivants :

- la preuve du refus de l'intervention d'IRISCARE ;
- un rapport médical fonctionnel motivant la prestation et son usage ;
- un devis détaillé ;
- un justificatif concernant l'usage d'une seconde voiturette en cas de cumul.

Conditions particulières

Possibilité de cumul : le Service PHARE intervient dans le coût d'une voiturette et d'un coussin anti-escarres supplémentaire à celle dont dispose déjà la personne lorsque, pendant le délai de renouvellement de la prestation accordée par IRISCARE, une 2^{ème} voiturette est prescrite et justifiée en raison d'une utilisation bien définie.

Les adaptations voiturettes qui peuvent être accordées sont celles qui ne sont pas codifiées dans la nomenclature d'IRISCARE.

Délai et conditions de renouvellement

Les délais de renouvellement du Service PHARE sont identiques à ceux appliqués par la nomenclature d'IRISCARE.

Les conditions de remplacement de la voiturette et du coussin anti-escarres avant la fin du délai de renouvellement sont identiques à celles appliquées par la nomenclature d'IRISCARE à savoir que le demandeur doit fournir :

- soit une prescription motivée d'un médecin spécialiste attestant que l'évolution de la déficience est à l'origine de la demande ;
- soit une attestation d'un prestataire agréé par IRISCARE déclarant que la voiturette ou le coussin anti-escarres est irréparable et que l'usure ne peut être imputable à un usage non conforme à celui qu'en ferait le bon père de famille/la bonne mère de famille.

La voiturette ou le coussin anti-escarres doit figurer sur la liste des matériels susceptibles d'être remboursés par IRISCARE. De plus, le refus d'intervention d'IRISCARE ne peut être imputé au demandeur.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

La valeur de la voiturette ou du coussin anti-escarres fixée par la nomenclature des aides à la mobilité d'IRISCARE et selon les montants de remboursement qui s'y rapportent.

4.2. Aide à la propulsion d'une voiturette manuelle**Conditions administratives**

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- une copie de l'annexe 13bis « attestation de délivrance de la voiturette » fournie par la société mutualiste ou le bandagiste ;
- deux devis comparatifs ;
- Pour les aides à la propulsion pour la personne, un rapport suivant le formulaire établi par le Service PHARE démontrant l'adéquation du matériel sur base d'un test personnalisé réalisé à l'extérieur ;
- Pour les aides à la propulsion pour un tiers, un justificatif indiquant la nécessité d'aide à la propulsion pour le tiers.

Délai et conditions de renouvellement

Le Service PHARE n'est susceptible d'accorder une nouvelle aide à la propulsion qu'après un délai de 5 ans, déterminé sur base de la date de facturation du système de motorisation.

Lors de l'achat d'une nouvelle voiturette manuelle, la personne devra veiller à ce que le système d'aide à la propulsion précédemment remboursé soit compatible avec celle-ci. La non-compatibilité du système avec la nouvelle voiturette ne constituera en aucun cas un motif de demande de renouvellement, sauf en cas de changement de voiturette lié à l'évolution de la situation médicale de la personne.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Aide à la propulsion manuelle pour la personne	2.400 euros
Aide à la propulsion motorisée pour la personne	4.900 euros
Aide à la propulsion motorisée pour un tiers	1.350 euros

4.3. Bicyclette à propulsion manuelle**Conditions administratives**

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- deux devis comparatifs ;
- un rapport suivant le formulaire établi par le Service PHARE démontrant l'adéquation du matériel sur base d'un test personnalisé réalisé à l'extérieur.

La personne doit pouvoir démontrer qu'il s'agit pour elle d'un mode de déplacement régulier, favorisant son autonomie par rapport aux autres modes de déplacements auxquels elle a accès.

Il ne peut y avoir de cumul entre une bicyclette à propulsion manuelle et une aide à la propulsion d'une voiturette manuelle.

Conditions médicales :

La personne doit être usagère de fauteuil roulant.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Bicyclette à propulsion manuelle	3.550 euros
----------------------------------	-------------

4.4. Poussette adaptée**Conditions médicales**

Sur base d'éléments du dossier médical, la personne doit présenter des difficultés graves ou absolues à marcher et être âgé d'au moins 3 ans.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Poussette adaptée	360 euros
-------------------	-----------

4.5. Adaptation d'une voiture

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical, la personne doit présenter une déficience justifiant l'adaptation.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- Une copie du certificat d'immatriculation ou du bon de commande du véhicule ;
- Un devis détaillé ;
- Un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- Un rapport du Centre belge d'Adaptation à la Route pour Automobilistes handicapés (C.A.R.A.), sauf pour les adaptations permettant l'accès au véhicule visées au point 4.5.3. ;
- Lorsque certaines adaptations non reprises dans la rubrique 4.5.1. sont considérées comme indispensables à la conduite par le CARA, la demande adressée au PHARE est accompagnée d'un devis en vue d'une prise en charge ;
- Si le demandeur conduit le véhicule, une copie de son permis de conduire adapté qui reprend les conditions et/ou restrictions ainsi que les adaptations. Le candidat au permis de conduire doit fournir une attestation d'aptitude à la conduite.

Conditions particulières

Aucune intervention n'est accordée pour une adaptation existante sur un véhicule acheté d'occasion.

Sans préjudice d'une justification fonctionnelle dûment motivée, aucune intervention n'est octroyée pour les commandes à distance standard, le verrouillage central des portes, les vitres électriques, les rétroviseurs électriques et la climatisation du véhicule. Si le demandeur est passager, la demande ne peut porter que sur les aménagements de l'accès au véhicule.

Délai de renouvellement

- 7 ans pour les adaptations effectuées sur un véhicule âgé de moins de 4 ans ;
- 3 ans pour les adaptations effectuées sur un véhicule comptant 4 ans et plus.

En cas de changement de véhicule avant le délai indiqué, une intervention pour le renouvellement de l'adaptation est susceptible d'être accordée à condition que :

- le Service PHARE ait marqué son accord préalablement au changement de véhicule ;
- et que ce changement soit justifié par un usage intensif ou par une aggravation du handicap attestée par un rapport médical ou par une modification du contexte de vie personnel.

En aucun cas, l'intervention ne sera accordée si la voiture n'a pas atteint au moins 150.000 km.

Si le véhicule doit être réparé ou remplacé à la suite d'un sinistre ou d'un vol, l'adaptation ne sera pas prise en charge une deuxième fois. La personne doit donc prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance.

Entretien et réparation

- aucune intervention n'est octroyée pour l'entretien des adaptations voitures mentionnées aux points 4.5.1, 4.5.2 et 4.5.3 ;
- seul le coût des réparations ponctuelles (hormis la transmission automatique) est envisageable dans les conditions prévues au point 10 de la présente annexe.

Modalités

A partir de 4 ans d'âge du véhicule, le montant de l'intervention est diminué de 20 % par année.

La diminution maximale d'intervention est de 60 %.

Cette diminution n'est pas appliquée aux adaptations réalisées avec du matériel amovible et récupérable sur un autre véhicule. Dans ce cas, le délai de renouvellement est de 7 ans, indépendamment de l'âge du véhicule.

Pour déterminer l'âge du véhicule, il est tenu compte de la date de sa 1^{ère} mise en circulation.

Le Service PHARE peut refuser une adaptation qui n'apparaît pas suffisamment fonctionnelle au quotidien sur base de :

- l'âge et/ou le degré d'usure du véhicule, comme les ancêtres ;
- nouvelles normes de circulation. Pas d'adaptation pour un véhicule ne respectant pas les normes européennes d'émission.

Pour obtenir l'intervention, la personne doit produire une copie de l'attestation d'homologation du véhicule transformé établie conformément aux dispositions réglementaires applicables en la matière.

Intervention dans le coût limitée à

Pour les adaptations de la voiture, le montant total d'intervention accordé sur base du point 4.5 ne peut dépasser 30.000 euros, en ce compris les interventions qui auraient été accordées sur base de l'article 3 § 2 de l'arrêté 2014/152.

Le paiement du montant de l'intervention est subordonné à la production d'une copie du certificat de réception européen ou de réception individuelle établi par Service Public Fédéral Mobilité et Transport.

4.5.1. Adaptation de la conduite

Accélérateur et freins sous le volant (système mécanique)	1.250 euros
Accélérateur et freins sous le volant (système pneumatique)	2.150 euros
Commandes d'accélérateur et de freins sur le volant (système mécanique)	1.800 euros
Commandes d'accélérateur et de freins sur le volant (système électronique)	2.700 euros
Transmission automatique	900 euros
Déplacement de la pédale d'accélérateur	280 euros
Pédale d'accélérateur et/ou de freins rabattables/démontables	260 euros
Déplacement des commandes électriques	1.850 euros
Boule vissée au volant	50 euros
Cache-pédale	200 euros

4.5.2. Adaptations pour fonctions secondaires

Réglage électrique du siège conducteur	800 euros
Siège ergonomique pour conducteur	1.500 euros
Ceinture de type harnais	230 euros

4.5.3. Différentes adaptations permettant à la personne d'accéder au véhicule

Le montant total d'intervention pour les différentes adaptations permettant à la personne d'avoir accès au véhicule ne peut dépasser 9.000 euros.

Accès au véhicule

Siège pivotant	1.000 euros
Siège pivotant sortant	1.250 euros
Siège enfant adapté (y compris plot d'abduction, appuie-tête, ceinture,...)	1.600 euros
Lève-personne pour voiture (non prévu pour le fauteuil roulant)	2.900 euros

Accès au véhicule avec le fauteuil roulant

Plateau élévateur en porte arrière ou latérale	5.800 euros
Rampes d'accès coulissantes ou non, fixées au véhicule	770 euros
Rails et kit de fixation	970 euros

Adaptation de la structure du véhicule pour augmenter son accessibilité

Abaissement du plancher arrière	7.450 euros
Rehaussement du toit	700 euros
Aplanissement du plancher	700 euros

Aides pour le chargement d'un fauteuil roulant à l'intérieur de la voiture

Chargement dans le coffre par bras manipulateur pour fauteuil roulant manuel pliant	1.850 euros
Chargement dans le coffre par bras manipulateur pour fauteuil roulant électrique	3.000 euros
Chargement dans l'habitacle par bras manipulateur + modification portière	5.600 euros

4.6. Cours spécifiques pour l'apprentissage ou l'évaluation de l'aptitude à la conduite automobile**Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience justifiant la nécessité de cours supplémentaires de conduite d'un véhicule automobile ;
- soit une déficience justifiant l'adaptation du véhicule entraînant la nécessité de cours supplémentaires pour la conduite de ce véhicule.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- une attestation motivée établie par un médecin spécialiste ;
- un rapport du Centre belge d'Adaptation à la Route pour Automobilistes handicapés (C.A.R.A.) ;
- une attestation émanant d'une auto-école agréée précisant le nombre d'heures de cours nécessaires.

Condition particulière

Les cours doivent être destinés :

- soit à déterminer l'aptitude à la conduite ;
- soit à un apprentissage spécifique de la conduite d'un véhicule automobile bénéficiant d'adaptations figurant au point 4.5.1.

Modalités

Le nombre maximum d'heures est fixé à :

- 15 heures pour la détermination de l'aptitude à la conduite ;
- 15 heures pour l'apprentissage spécifique de la conduite d'un véhicule automobile.

La demande ne peut être renouvelée.

Intervention dans le coût limitée à

Intervention par heure	40 euros
------------------------	----------

4.7. Chien-guide**Conditions médicales**

Sur base d'éléments du dossier médical, la personne doit présenter, après correction optique à chaque œil, soit une acuité visuelle égale ou inférieure à 1/10, soit un champ visuel inférieur à 20°.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- un rapport établi par un organisme ayant pour mission l'intégration des personnes aveugles et reconnu par les pouvoirs publics garantissant le bon dressage du chien et les aptitudes du bénéficiaire.

Modalités

L'intervention forfaitaire couvre l'achat et le dressage du chien ainsi que la formation du bénéficiaire.

Renouvellement

L'intervention dans le coût d'achat d'un chien-guide peut être renouvelée sur production d'une attestation d'un médecin-vétérinaire indépendant de l'instructeur ou de l'association agréée qui a délivré le chien acquis précédemment.

Intervention dans le coût limitée à

Chien-guide	7.000 euros
-------------	-------------

4.8. Apprentissage des techniques d'orientation et de mobilité**4.8.1. Apprentissage des techniques d'orientation et de mobilité en cas de surdi-cécité****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

une malvoyance accompagnée d'une déficience auditive attestée par un document médical précisant que la personne présente une combinaison minimale de 30 % au niveau visuel et auditif. Le document doit être établi par un ophtalmologue et par un service d'audiophonologie.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- une attestation prouvant que la formation est donnée par un organisme agréé dans le cadre d'une législation relative à l'intégration des personnes handicapées s'adressant aux personnes atteintes d'une déficience visuelle ou d'une surdité.

Conditions particulières

Le programme d'apprentissage comprend maximum 10 heures de cours.

Au terme du programme, l'organisme doit transmettre un rapport d'évaluation de la formation au Service PHARE.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Par heure de formation	32 euros
------------------------	----------

4.8.2. Apprentissage des techniques d'orientation et de mobilité avec canne blanche**Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience visuelle attestée de 60 % au moins ;
- soit une déficience visuelle inférieure à 60 % et dans ce cas la demande doit être justifiée par une prescription médicale établie par un ophtalmologue agréé en réadaptation.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- une attestation prouvant que la formation est donnée par un organisme agréé dans le cadre d'une législation relative à l'intégration des personnes handicapées s'adressant aux personnes atteintes d'une déficience visuelle.

Conditions particulières

Le programme d'apprentissage ne peut pas comprendre plus de 100 heures de cours pour les adultes et plus de 200 heures pour les mineurs.

Au terme du programme, l'organisme doit transmettre un rapport d'évaluation de la formation au Service PHARE.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Par heure de formation	32 euros
------------------------	----------

5. Accompagnement pédagogique**Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une ou plusieurs des pathologies suivantes :

- une déficience visuelle et/ou auditive ;
- une lésion neurologique centrale ;
- un trouble du spectre de l'autisme ;
- une déficience intellectuelle ;
- une autre déficience de faible prévalence pour laquelle il est établi, sur base d'un rapport pluridisciplinaire circonstancié, qu'un accompagnement pédagogique est indispensable.

Le Service PHARE peut demander un examen psychopédagogique justifiant la nécessité d'un accompagnement.

Conditions générales

Le demandeur suit :

- soit des études supérieures universitaires ou non, reconnues par la Communauté française. Il peut aussi suivre une année préparatoire à l'enseignement supérieur, organisée par un établissement reconnu par la Communauté française ;
- soit une formation professionnelle organisée, reconnue ou subventionnée par la Communauté française, la Région wallonne ou la Région bruxelloise, à l'exclusion de la formation professionnelle liée à l'enseignement secondaire.

L'accompagnement pédagogique est assuré par l'un des services suivants :

- un Service d'Accueil et d'Accompagnement institué au sein de l'établissement scolaire ou partagé entre plusieurs établissements ;
- un Service d'Accompagnement agréé par la Commission communautaire française pouvant intervenir dans un plan d'accompagnement individualisé ;
- un Centre de Réadaptation Ambulatoire agréé et subventionné par la Commission communautaire commune pouvant intervenir dans un plan d'accompagnement individualisé ;
- un Service d'Appui à la Formation Professionnelle agréé par la Commission communautaire française.

Les missions et le public cible du Service ou du Centre doivent être en adéquation avec les demandes individuelles d'accompagnement.

Demande

La demande doit être accompagnée des éléments suivants :

- un rapport pluridisciplinaire circonstancié du service qui assure l'accompagnement pédagogique pour le demandeur. Ce rapport justifie la nécessité de l'accompagnement pédagogique, explique le parcours et le projet du demandeur, démontre que le projet est réaliste, cohérent et compatible avec les capacités du demandeur ;
- la convention d'accompagnement pédagogique annuelle entre le service et le demandeur signée par les deux parties. Elle précise la nature des interventions pressenties ;
- la preuve d'inscription dans l'année de cours concernée ;
- le programme complet des cours de l'année concernée.

Une demande est introduite pour chaque année de cours ou de formation.

Dans le cas d'une demande de prolongation d'intervention, le rapport pluridisciplinaire ci-dessus se fonde sur l'évaluation de l'accompagnement pédagogique organisée à la fin de l'année d'études ou du cycle de formation précédent.

Contenu de l'intervention

L'intervention porte sur :

- l'aide pédagogique spécifique à l'étudiant ou au stagiaire. Il s'agit d'explications orales, de répétition de l'information et de tutelle pédagogique effectuée par des accompagnateurs (étudiants, volontaires,...) sélectionnés en fonction de leurs compétences ;
- les prestations - y compris pendant les cours - d'interprétation de la langue des signes de Belgique francophone ou des différentes formes de translittération, de transcription ou de vélotypie réalisées par des prestataires reconnus par un Service d'Appui à la Communication et à l'Interprétation pour les Personnes Sourdes, agréé par la Commission communautaire française ou par une administration équivalente située à l'étranger, dans le cadre de la formation ou de l'enseignement lié à un programme international de mobilité ;
- la coordination entre les différents accompagnateurs et prestataires intervenants, leur sélection et leur encadrement (pour autant que ces missions ne soient pas clairement prévues dans les missions générales du service effectuant l'accompagnement) à concurrence de maximum 10% du nombre d'heures d'accompagnement octroyées.

Sans préjudice de la date d'introduction de la demande, par année académique ou de formation l'intervention est de

- 400 heures maximum d'aide pédagogique spécifique.

Deux heures de cours suivis donnent droit à maximum une heure d'aide pédagogique spécifique.

- Pour les personnes présentant une déficience auditive, une intervention complémentaire de maximum 400 heures peut être accordée pour des prestations d'interprétation, de translittération, de vélotypie ainsi que de toute autre technique de transcription.

Une heure de cours donne droit à maximum une heure d'interprétation, de translittération, de vélotypie ainsi que de toute autre technique de transcription.

Quand la durée des cours ou de la formation ne couvre pas une année complète ou un horaire complet de plein exercice, le nombre maximum d'heures d'aide pédagogique spécifique pris en considération est réduit proportionnellement.

Le nombre d'heures d'interprétation, de translittération, de transcription, de vélotypie, ne subit pas cette réduction. Néanmoins le nombre d'heures d'interprétation ou de translittération ne peut pas dépasser le nombre d'heures de cours suivies.

En cas d'arrêt ou d'interruption des études ou de la formation, le demandeur est tenu d'en informer le Service PHARE.

Modalités d'intervention

Le service qui assure l'accompagnement pédagogique fournit au Service PHARE les documents suivants :

- la preuve de la maîtrise des connaissances de l'accompagnateur dans les matières concernées ;
- les états mensuels ou trimestriels des prestations sur le modèle établi par le Service PHARE signés par le demandeur, l'accompagnateur ou le prestataire et la direction du service qui assure l'accompagnement pédagogique ;
- une attestation sur l'honneur de la part de l'accompagnateur précisant qu'il n'est pas rémunéré par ailleurs pour les heures d'accompagnement prestées ;
- une attestation de la direction du service précisant que les prestations d'accompagnement ne sont pas prises en charge par un autre pouvoir public ;
- un rapport d'évaluation établi et signé par le demandeur et la direction du service qui assure l'accompagnement pédagogique, à la fin de chaque année d'études ou en fin de cycle pour les formations courtes.

Le Service PHARE peut demander au service, au demandeur et aux accompagnateurs et prestataires concernés tout document ou justificatif supplémentaire en lien avec les prestations déclarées.

Intervention dans le coût limitée à

Par heure d'aide pédagogique spécifique	32 euros
Par heure d'interprétation de la langue des signes de Belgique francophone, de translittération, de transcription, de vélotypie : - les 400 premières heures - les heures suivantes	40 euros 32 euros

6. Aménagement immobilier et mobilier**6.1. Construction ou transformation du logement****Conditions médicales**

Sur base d'éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience locomotrice dont l'importance justifie la demande ;
- soit une déficience neurologique dont l'importance justifie l'aménagement demandé ;
- soit une déficience cardio-pulmonaire dont l'importance justifie la demande.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- deux devis détaillés;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- si la personne ou son représentant légal est propriétaire du logement, fournir une preuve de propriété ;
- si la personne est locataire, fournir un accord écrit du propriétaire sur les adaptations à effectuer.

Les travaux doivent être réalisés au domicile du demandeur.

Les prescriptions en matière d'urbanisme ainsi que les normes techniques en matière d'accessibilité des logements aux personnes handicapées édictées par la Région bruxelloise doivent être respectées.

Le Service PHARE peut demander une preuve.

Aucune intervention n'est accordée :

- pour la construction d'une terrasse ;
- si les travaux visent un logement collectif.

En cas d'adaptation d'un logement neuf, le Service PHARE interviendra uniquement pour la différence entre le matériel de base tel que mentionné dans le catalogue de l'entrepreneur et le coût de l'installation adaptée.

Modalités

L'intervention ne peut dépasser le montant maximum de 12.000 euros. Elle n'est accordée qu'une seule fois.

Elle peut être fractionnée.

Le Service PHARE peut accorder un second montant d'intervention de maximum 12.000 euros en cas de déménagement, dans la Région de Bruxelles-Capitale, justifié par le départ du domicile parental où des aménagements ont déjà fait l'objet d'une intervention du Service PHARE et ce, pour vivre de façon autonome.

Conformément à l'article 43 de l'arrêté 2014/152 :

- Les travaux d'aménagements immobiliers et mobiliers pour lesquels une intervention est octroyée ne peuvent débiter avant la notification de la décision d'intervention à la personne concernée.

Après cette notification, le Service PHARE peut, sur demande du bénéficiaire, intervenir dans le remboursement de la facture d'acompte, à concurrence de 30 % maximum du montant accordé.

Aucune facture dont la date est préalable à la date de notification de la décision ne sera prise en compte.

- Les travaux d'aménagements immobiliers et mobiliers doivent être entamés au plus tard dans un délai d'un an à compter de la date de la notification de la décision et s'achever dans un délai de deux ans à partir de cette même date.

Entretien et réparation

Aucune intervention n'est accordée pour l'entretien et la réparation de construction ou transformation de logement.

Intervention dans le coût limitée à

Travaux liés au remplacement d'une baignoire par une douche de plain-pied	4.000 euros
Travaux liés au remplacement d'une douche surélevée par une douche de plain-pied	3.000 euros
Adaptation ou création d'un WC	2.000 euros
Adaptation ou création d'un lavabo	2.000 euros
Création, adaptation ou réagencement de pièces	4.000 euros
Elargissement d'une baie de porte avec placement de porte coulissante	1.300 euros par porte

6.2. Dispositif de changement de niveau**Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience locomotrice importante ;
- soit une déficience neurologique importante ;
- soit une déficience cardio-pulmonaire importante.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- deux devis détaillés minimum ;

- un rapport justifiant le choix et le placement de l'appareil au vu de la configuration du logement du demandeur ;
- si la personne ou son représentant légal est propriétaire du logement, fournir une preuve de propriété ;
- si la personne est locataire, fournir un accord écrit du propriétaire sur les adaptations à effectuer ;
- une attestation établie par un organisme de contrôle agréé spécifiant le respect des normes de sécurité et de conformité en vigueur. A cet égard, l'appareil doit :
 - être pourvu de la certification « CE » ;
 - être accompagné de la déclaration CE de conformité établie par le fabricant ;
 - pour le placement d'un ascenseur un accord écrit du service de l'urbanisme compétent autorisant l'installation de celui-ci.

Pour les dispositifs de changement de niveau, le paiement du montant d'intervention est subordonné à la production de l'attestation de mise en service réalisée par un organisme agréé après leur installation.

6.2.1. Ascenseur ou plates-formes élévatrices

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Systèmes en X pour petites élévations	3.600 euros
Systèmes pour élévations jusqu'à 3 m	12.350 euros
Systèmes pour élévations supérieures à 3 m ou ascenseur	17.800 euros
Travaux d'aménagement liés au placement de la plate-forme ou de l'ascenseur	1.750 euros

6.2.2. Monte-escaliers

Le Service PHARE se réserve le droit de demander une attestation d'essai.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Monte-escaliers avec siège desservant un étage (droit ou avec une ou deux courbes)	7.650 euros
Monte-escaliers avec siège desservant plus d'un étage	11.200 euros
Monte-escaliers avec plate-forme pour fauteuil roulant	13.650 euros

6.2.3. Monte-escaliers transportable pour fauteuil roulant

L'appareil doit servir au domicile du demandeur.

Une attestation d'essai doit être fournie.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Monte-escaliers transportable pour fauteuil roulant	5.250 euros
---	-------------

6.2.4. Rampes d'accès amovibles

Une attestation d'essai doit être fournie.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Rampes d'accès amovibles	880 euros
--------------------------	-----------

6.3. Dispositifs d'ouverture et de fermeture de portes

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience locomotrice importante ;
- soit une déficience neurologique importante ;
- soit une déficience cardio-pulmonaire importante.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- deux devis ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- si la personne ou son représentant légal est propriétaire du logement, fournir une preuve de propriété ;
- si la personne est locataire, fournir un accord écrit du propriétaire sur les adaptations à effectuer.

6.3.1. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage

Conditions générales

La personne doit être conductrice d'un véhicule.

Si elle ne l'est pas, le garage doit constituer pour elle le seul accès possible à l'habitation.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage	710 euros
---	-----------

6.3.2. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte d'entrée

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Ouverture avec parlophone	710 euros
Motorisation avec commande électronique et verrouillage	2.050 euros

7. Equipement complémentaire**Conditions générales**

Il s'agit de matériels ou d'objets qui s'unissent ou s'incorporent au bâtiment d'une manière durable et habituelle, à l'exception des aménagements immobiliers et mobiliers faisant l'objet du point 6.

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter un handicap dont la nature et la gravité justifient l'équipement.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- si la personne est propriétaire du logement, fournir une preuve de propriété ;
- si la personne est locataire, fournir un accord écrit du propriétaire sur les adaptations à effectuer.

Dans le cas d'une installation de rampe fixe sur le trottoir, l'accord du service de l'urbanisme compétent est requis.

Modalités

L'intervention n'est accordée qu'une seule fois. Elle peut être fractionnée mais, prise globalement, elle ne peut dépasser le montant maximum prévu par demandeur.

Intervention dans le coût limitée à

Montant total des interventions pour les différents équipements	2.000 euros
---	-------------

8. Biens d'équipement**8.1. Lit et sommier réglable électriquement en hauteur - Parc-box**

L'intervention pour le Parc-box est non cumulable avec un lit réglable électriquement en hauteur.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit soit faire usage d'un fauteuil roulant, soit présenter des difficultés graves ou absolues à se coucher (passer de n'importe quelle position à la position allongée et inversement).

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Lit réglable électriquement (y compris barrières et perroquet)	900 euros
Parc-Box	2.600 euros

8.2. Matelas anti-escarres**Conditions administratives**

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Délai de renouvellement : 5 ans

8.2.1. Matelas (prévention d'escarres)**Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter un risque d'escarres.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Matelas type 1 (prévention d'escarres)	320 euros
--	-----------

8.2.2. Matelas (Risque élevé d'escarres et ou antécédent d'escarres)**Conditions médicales**

Sur base d'éléments du dossier médical, la personne doit :

- soit avoir eu un antécédent d'escarre ;
- soit présenter un risque élevé d'escarres.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Matelas type 2 (un risque élevé d'escarres)	1.300 euros
---	-------------

8.3. Lève-personne**Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit :

- soit être usagère de voiturette ;
- soit présenter des difficultés graves qui l'empêchent de se redresser ou de se lever seule.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- une attestation d'essai.

Pour le matériel suspendu par rail :

- si la personne est propriétaire du logement, fournir une preuve de propriété ;
- si la personne est locataire, fournir un accord écrit du propriétaire sur les adaptations à effectuer.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

8.3.1. Lève-personne statique (de type perroquet)

Lève-personne sur pied	200 euros
------------------------	-----------

8.3.2. Lève-personne électrique

Matériel sur roulettes	2.800 euros
Matériel suspendu par rail dans une pièce	4.800 euros
Matériel suspendu par rail dans plusieurs pièces	6.350 euros

8.3.3. Lift de bain actionné par la pression de l'eau ou de l'air ou fonctionnant sur batterie

Lift de bain actionné par la pression de l'eau ou de l'air ou fonctionnant sur batterie(disque de transfert compris)	1.050 euros
Lifter de bain de type « hamac » avec appui-tête et sangles	1.450 euros

8.4. Siège

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- une attestation d'essai (pour une première demande).

Si le matériel nécessite une fixation murale :

- si la personne est propriétaire du logement, fournir une preuve de propriété ;
- si la personne est locataire, fournir un accord écrit du propriétaire sur les adaptations à effectuer.

8.4.1. Siège percé

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit :

- soit être usagère de voiturette ;
- soit présenter des difficultés graves qui l'empêchent de se redresser ou de se lever seul.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Siège percé sans roulette	150 euros
Siège percé avec roulettes	250 euros

8.4.2. Siège de douche

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une déficience motrice grave rendant difficile, voire impossible, le maintien en station debout sans appui.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Siège de douche mural	280 euros
Siège de douche muni de 4 petites roues, d'accoudoirs amovibles, percé ou non	440 euros
Siège de douche avec assise spéciale (sangles et cale-tête compris)	750 euros
Siège orthopédique polyvalent de toilette	1.1.450 euros

8.4.3. Siège de bain

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter d'importantes difficultés au maintien dans la position assise.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Siège de bain	200 euros
Siège de bain avec assise type relax de bain, sangles et appui-tête	1.250 euros

8.4.4. Brancard de douche ou de bain

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une déficience importante rendant l'utilisation de la douche ou de la baignoire difficile, voire impossible, sans l'aide sollicitée.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Brancard sans réglage en hauteur	1.400 euros
Brancard avec réglage en hauteur	2.400 euros

8.4.5. Siège ergonomique permettant les déplacements

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit :

- soit être usagère de voiturette ;
- soit présenter des difficultés graves qui l'empêchent de se déplacer.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Modèle avec vérin à gaz	1.050 euros
Modèle électrique et modulable	2.200 euros

8.4.6. Motorisation d'un fauteuil relax releveur**Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit :

- soit être usagère de voiturette ;
- soit présenter des difficultés graves qui l'empêchent de se redresser ou de se lever seule.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Motorisation d'un fauteuil relax releveur	maximum 50 % de la valeur du fauteuil avec un maximum de 400 euros
---	--

9. Petit équipement**Conditions particulières**

L'intervention du Service PHARE porte sur du petit matériel adapté au handicap et indispensable pour procurer une autonomie accrue dans la vie quotidienne de la personne.

Le Service PHARE n'intervient pas pour du matériel d'usage courant ni pour du matériel adapté qui ne présente aucun surcoût par rapport au même matériel non adapté.

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter des limitations fonctionnelles importantes découlant de sa déficience et une incapacité à effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée.

Conditions médicales spécifiques à une demande de canne blanche :

Sur base d'éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience visuelle attestée de 60 % au moins ;
- soit une prescription médicale établie par un ophtalmologue agréé en réadaptation.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Conditions administratives spécifiques à une demande de canne blanche :

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- un justificatif stipulant que le demandeur maîtrise les techniques de déplacement ou s'engage à suivre des cours dans ce but.

Modalités

Intervention dans le coût unitaire ou dans le supplément de coût par rapport au produit de base d'un équipement utilisable par une personne valide.

Intervention dans le coût limitée à

coût unitaire ou le supplément de coût par rapport au produit de base ne peut être supérieur à	150 euros
par demandeur, le montant total des interventions pour le petit équipement ne peut dépasser par période de 5 ans minimum à compter de la date de la première facture liquidée	1.000 euros

10. Entretien et réparations de certaines aides**Conditions générales**

Une intervention pour l'entretien ou la réparation peut être accordée pour une prestation qui a fait l'objet d'une prise en charge par le Service PHARE ou qui aurait pu l'être.

Aucune intervention ne peut être accordée pour les éléments suivants :

- téléphones, ordinateurs ou tablettes ;
- transmission automatique dans la voiture ;
- construction ou transformation du logement.

Modalités

Pour les entretiens et les réparations des dispositifs de changement de niveau :

- lorsqu'un contrat d'entretien et/ou de réparation a été conclu, une copie de ce(s) contrat(s) est jointe à la demande ;
- le paiement du montant de l'intervention est subordonné à la production d'un document établi et signé par l'agent de la firme attestant qu'il a effectivement réalisé les entretiens et les réparations et contresigné par le demandeur ou son représentant légal ;
- en l'absence de contrat d'entretien ou de réparation, les prestations doivent être décrites soit sur la facture, soit sur tout document probant annexé à celle-ci.

10.1. Entretien

On entend par « entretien » : la révision planifiée nécessaire et les interventions techniques assurant le fonctionnement optimal du matériel.

Conditions particulières

L'entretien concerne exclusivement :

- les ascenseurs et les plates-formes élévatrices ;
- les monte-escaliers ;
- les lève-personne sur rail ;
- les voiturettes et les aides à la propulsion d'une voiturette manuelle ;
- les bicyclettes à propulsion manuelle.

En ce qui concerne les voiturettes, le Service PHARE n'intervient que pour une seule voiturette à la fois, sauf en cas de cumul reconnu par le Service PHARE.

Modalités : intervention annuelle dans le coût de l'entretien limitée à

Entretien	10 % de la valeur d'intervention dans l'achat, accordé sur une base annuelle
-----------	--

10.2. Réparation

On entend par « réparation » : les interventions techniques nécessaires pour remédier au(x) problème(s) lié(s) au bon fonctionnement du matériel, moyennant le remplacement éventuel des pièces défectueuses ou usées.

Le remplacement des batteries et pneus de voiturettes, en ce compris les motorisations de voiturettes, est pris en considération dans le cadre de la réparation.

Condition particulière

Le Service PHARE n'intervient pas pour la réparation d'un matériel qui peut être prise en charge dans le cadre de la garantie du vendeur.

Lorsque le dégât ne peut donner lieu à intervention durant la période couverte par la garantie - deux ans à partir de la date d'achat ou plus en cas d'extension de garantie -, une attestation du vendeur stipulant qu'il ne prend pas en charge la réparation sera jointe à la demande d'intervention.

Modalités : intervention dans le coût de la réparation limitée à

Réparation	40 % de la valeur d'intervention dans l'achat, accordé sur la durée totale d'utilisation de l'aide
------------	--

11. Adaptation du poste de travail**11.1. Ordinateurs avec utilisation de logiciels spécialisés****Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une altération grave de la vue malgré une correction optique au meilleur œil attestée par un ophtalmologue ou par un bilan fonctionnel stipulant que la personne présente une déficience visuelle rendant impossible l'écriture ou la lecture sans l'usage d'un ordinateur ou d'une tablette.

Conditions fonctionnelles

Le Service PHARE peut accorder une intervention pour l'achat d'un ordinateur si la compatibilité de l'ordinateur avec l'utilisation de logiciels visant à compenser un handicap visuel se révèle indispensable pour lui permettre de mener son activité professionnelle.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- une motivation de la demande ;
- soit une copie du contrat d'adaptation professionnelle ou du contrat de travail, accompagnée d'une note de l'employeur certifiant que ce type d'ordinateur n'est pas fourni aux travailleurs exerçant une fonction équivalente ;
- soit une attestation d'inscription à une formation professionnelle ;
- 2 devis détaillés comparatifs établis par des fournisseurs différents.

Conditions particulières

L'intervention ne couvre en aucun cas :

- les coques de protection, les housses ou sacs de transport, les disques durs externes, les clés USB et autres matériels non spécifiques au handicap ;
- le coût du raccordement à un réseau ni le coût d'utilisation (abonnement et/ou prix des communications).

L'intervention pour un ordinateur n'est pas cumulable avec une intervention pour une tablette, ni pour l'achat d'un second ordinateur pour travailler à un second poste de travail.

Il n'y a pas d'intervention en matière de frais d'entretien et de réparation.

Délai de renouvellement : 5 ans

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Ordinateur ou tablette – compatible avec des logiciels visant à compenser un handicap visuel	700 euros
--	-----------

11.2. Ecran supérieur à 19 pouces**Conditions médicales**

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une altération grave de la vue malgré une correction optique au meilleur œil attestée par un ophtalmologue ou par un bilan fonctionnel stipulant que la personne présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage d'un écran supérieur à 19 pouces.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- une motivation de la demande ;
- une copie du contrat d'adaptation professionnelle, du contrat de travail ou une attestation d'inscription à une formation professionnelle ;
- 2 devis détaillés comparatifs établis par des fournisseurs différents.

Conditions particulières

Il n'y a pas d'intervention en matière de frais d'entretien et de réparation.

Délai de renouvellement : 5 ans

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Ecran supérieur à 19 pouces	175 euros
-----------------------------	-----------

Vu pour être annexé à l'arrêté 2020/1989 du Membre du Collège de la Commission communautaire française fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III et à la section 8 du chapitre IV de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées.

Le Membre du Collège chargé de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,
R. VERVOORT

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/40120]

18 DECEMBER 2020. — Besluit 2020/1989 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen in verband met de hulpmiddelen voor insluiting bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III en in afdeling 8 van hoofdstuk IV van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen

Het collegelid bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 met betrekking tot de insluiting van de gehandicapte persoon, de artikelen 24 en 51, eerste lid;

Gelet op besluit 2014/152 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en de hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen houdende toepassing van de artikelen 19,1° en 48 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 met betrekking tot de insluiting van de gehandicapte persoon, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op het besluit 2018/1322 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 november 2018 tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen in verband met de hulpmiddelen voor insluiting bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van 6 oktober 2020;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van 6 oktober 2020;

Gelet op het advies van de afdeling "Gehandicapte personen" van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op 4 november 2020;

Gelet op het uitblijven van een reactie op het verzoek tot advies dat op 1 december 2020 gericht werd aan het Ministerieel comité ingesteld door artikel 4 van het kader-samenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het intra-Franstalige overleg op het gebied van gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die op dit gebied van toepassing zijn, en met hoogdringendheid verstrekt wordt in toepassing van artikel 14 van het kader-samenwerkingsakkoord;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 november 2020;

Gelet op het akkoord van het collegelid bevoegd voor Begroting, gegeven op 3 december 2020;

Gelet op de hoogdringendheid gemotiveerd door het feit dat het absoluut noodzakelijk is dat onderhavig ontwerp in werking treedt op een eerste januari om te vermijden dat in hetzelfde jaar twee verschillende regelgevende systemen gelden voor de individuele tegemoetkomingen, waardoor voor de begunstigden van deze tegemoetkomingen rechtsonzekerheid zou ontstaan, wat in strijd is met het beginsel van gewettigd vertrouwen, op grond waarvan de burger zich moet kunnen beroepen op een duidelijke en constante gedragslijn van de overheid, een beginsel dat door de afdeling Wetgeving van de Raad van State consequent vastgelegd en bevestigd is (zie o.a. arresten nr. 232.822 van 5 november 2015, nr. 236.290 van 27 oktober 2016, nr. 243.503 van 24 januari 2019 en nr. 243.882 van 5 maart 2019);

Dat de naleving van dit gevestigde beginsel van het bestuursrecht des te belangrijker is, omdat het bij de doelgroep van de in de bijlage bij dit besluit vermelde maatregelen om personen met een handicap gaat;

Dat een overgangsregeling in dit geval evenmin mogelijk is om dezelfde reden;

Dat dit besluit dus op 1 januari 2021 in werking dient te treden;

Gelet op advies nr. 68.394/4 van de Raad van State, gegeven op 7 december 2020 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat met alle door de afdeling wetgeving van de Raad van State geformuleerde opmerkingen rekening werd gehouden, met uitzondering van de volgende punten:

Dat, in de eerste plaats, voor wat de opmerking betreft in verband met het uitvoeren van een vergelijkende prijsstudie die wordt opgevat als een voorwaarde voor de goedkeuring van de lijst van de modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen voor hulpmiddelen voor insluiting, werd besloten er geen gevolg aan te geven aangezien 1° artikel 31, derde lid, van het besluit 2014/152 bepaalt dat “de maximumgrenzen met betrekking tot de hulpmiddelen die zijn opgenomen in de in artikel 3, § 1 bedoelde lijst, in de mate van het mogelijke, rekening houden met een vergelijkende studie van de prijs”, waaruit blijkt dat deze procedure geen verplichte formaliteit is en dat 2° de toegekende steun de beginselen van objectivering en mededinging naleeft;

Dat, ten tweede, met betrekking tot de opmerking over de naleving van artikel 23 van de Grondwet, in die zin dat het een standstill-verplichting oplegt, het volgende duidelijk moet worden gemaakt:

- Met de aanpassing van punt 2.2 van de bijlage wordt tegemoet gekomen aan de wens de leesbaarheid ervan te verbeteren. Het toepassingsgebied van deze subrubriek wordt niet beperkt, maar eerder uitgebreid, door deze open te stellen voor personen met een autismespectrumstoornis of een auditieve beperking.
- De verduidelijking in verband met een maximumgrens voor de tegemoetkoming in punt 4.5. is geen stap terug, aangezien de regel al door het multidisciplinaire team werd toegepast: aangezien het om een ongeschreven regel gaat, moet deze in het belang van de rechtszekerheid *expressis verbis* worden ingevoegd.
- De uitsluiting van de beroepsopleiding in punt 5 vormt geen stap terug in de bescherming van de rechten van de begunstigden, aangezien er in het kader van het secundair onderwijs gespecialiseerd onderwijs bestaat dat pedagogische ondersteuning biedt, terwijl dit niet het geval is in de beroepsopleiding of het hoger onderwijs;

Dat, ten derde, wat de opmerking betreft over de verplichting om “uiterlijk op 5 januari van het jaar dat volgt op het betrokken begrotingsjaar” bewijsstukken met betrekking tot punt 1.13 en punt 3 van de bijlage in te dienen, besloten is er geen gevolg aan te geven, aangezien het beginsel van de budgettaire jaarperiodiciteit vereist dat alleen aankopen die in de loop van een en hetzelfde begrotingsjaar zijn gedaan, in aanmerking worden genomen, waarbij dit beginsel tegenover het feit moet worden geplaatst dat een betaling alleen kan worden gedaan onder de dubbele voorwaarde dat de vastlegging vóór 31 december van het betrokken jaar wordt gedaan en dat deze vóór 15 januari van het volgende jaar wordt vereffend, hetgeen veronderstelt dat de dienst PHARE op een eerdere datum over de bewijsstukken beschikt;

Dat, ten vierde, met betrekking tot de opmerking over de geldigheidsduur van de beslissing betreffende de absorberende producten voor incontinenten personen besloten is er geen gevolg aan te geven, aangezien 1° artikel 17, 2° van het besluit 2014/152 het multidisciplinaire team machtigt om de datum van inwerkingtreding van de beslissing en, in voorkomend geval, haar vervaldatum te bepalen, en dat 2° artikel 13 van hetzelfde besluit bepaalt dat elke ondersteuningsbeslissing het voorwerp uit kan maken van een herbeoordeling.

Overwegende dat de maatregelen waarop dit besluit betrekking heeft, verantwoord zijn op grond van het algemeen belang, namelijk de insluiting van personen met een handicap, de verscheidenheid van de geboden hulpmiddelen en een strikt beheer van de openbare middelen,

Besluit :

Artikel 1. Onderhavig besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid van het besluit 2014/152 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen houdende toepassing van de artikelen 19,1° en 48 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte personen, worden de modaliteiten en criteria betreffende de tegemoetkomingen bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III en afdeling 8 van hoofdstuk IV van hetzelfde besluit in de lijst in bijlage van dit besluit vastgelegd.

Art. 3. Het besluit 2018/1322 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 november 2018 tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen in verband met de hulpmiddelen voor insluiting bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen is op 31 december 2020 opgeheven.

Art. 4. In afwijking van artikel 3 blijven de modaliteiten en criteria die in de bijlage van het voormelde besluit van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 november 2018 vermeld worden van toepassing op alle aanvragen die tot 31 december 2020 ingediend werden.

De individuele beslissingen waarvan kennis is gegeven, blijven geldig tot de datum waarop zij verstrijken onder de voorwaarden die zijn vastgesteld in de regelgeving op grond waarvan zij zijn genomen, met uitzondering van de in de onderstaande punten bedoelde beslissingen, welke onderworpen zullen worden aan de bepalingen van de bijlage van onderhavig besluit:

- punt 2.3.4 “Transcriptie van cursussen”
- punt 3 “Absorberende producten voor incontinenten personen”
- punt 10 “Onderhoud en herstel van bepaalde hulpmiddelen”.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2021.

Brussel, 18 december 2020.

R. VERVOORT

Bijlage bij het besluit 2020/1989 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen in verband met de hulpmiddelen voor insluiting bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III en in afdeling 8 van hoofdstuk IV van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen.

1. Algemene bepalingen

Telkens in onderhavige bijlage “dienst PHARE” wordt vermeld, dient “Bestuursdirecteur van de dienst PHARE” te worden verstaan.

Onder “besluit 2014/152” dient het besluit van 7 mei 2015 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen te worden verstaan.

1.1. Indien de persoon een tegemoetkoming van een andere gefedereerde entiteit of de federale overheid heeft verkregen, kan hij of zij geen tegemoetkoming krijgen van de dienst PHARE om dezelfde kosten te dekken.

1.2. Overeenkomstig artikel 7, § 1 van het besluit 2014/152 moet de steunaanvraag worden ingediend met behulp van het ingevulde en ondertekende aanvraagformulier van de dienst PHARE of, op zijn minst, een door de betrokkene of zijn wettelijke vertegenwoordiger opgesteld schriftelijk document.

Overeenkomstig artikel 43, §§ 1 en 2 van het besluit 2014/152 worden de materiële hulpprestaties enkel ten laste genomen als ze ten vroegste op de dag waarop een tegemoetkoming is aangevraagd, geleverd of verstrekt worden, uitgezonderd in de volgende gevallen:

- Als de persoon met een handicap aantoont dat de materiële hulpprestaties dringend zijn of dat hij of zij deze nodig heeft voordat hij of zij een geldige tegemoetkomingsaanvraag kan indienen, wordt een termijn van zes maanden toegekend tussen de datum waarop de levering of verstrekking van de hulp plaatsvindt en de datum waarop de tegemoetkoming is aangevraagd;
- De aanpassingswerkzaamheden van de roerende en onroerende goederen waarvoor een tegemoetkoming werd toegekend, kunnen niet beginnen vóór de kennisgeving van de tegemoetkomingsbeslissing aan de persoon met een handicap. Facturen waarvan de datum vóór de kennisgevingsdatum van die beslissing valt, zullen niet in aanmerking genomen worden.

1.3. Een aanvullend medisch rapport kan door de arts van de dienst PHARE gevraagd worden indien de medische gegevens waarover hij beschikt niet toereikend zijn.

Wanneer in de medische criteria een minimumpercentage van de handicap wordt vermeld, is de berekening van dit percentage gebaseerd op de officiële Belgische schaal ter bepaling van de graad van invaliditeit.

1.4. Overeenkomstig artikel 38, § 1 van het besluit 2014/152 behoudt de dienst PHARE, als hij dit nodig acht, zich het recht voor bijkomende inlichtingen te vragen die nuttig kunnen zijn bij het onderzoek van de aanvraag en met name een proefattest, een bijkomende prijsopgave.

1.5. De maximum- of referentiebedragen in deze lijst zijn exclusief btw, tenzij anders vermeld.

1.6. De leverings- en installatiekosten en de Recupeltaks zijn in de maximumbedragen van deze lijst opgenomen.

1.7. Er kan slechts één tegemoetkoming worden toegestaan wanneer twee materialen dezelfde functie en hetzelfde doel hebben.

1.8. De dienst PHARE verleent geen tegemoetkoming voor veiligheidsmateriaal, tenzij de gewestelijke of federale regelgeving die verplicht gemaakt heeft.

1.9. Gelet op de verplichtingen die worden opgelegd aan rust-, rust- en verzorgingstehuizen, erkende opvangcentra en aangepaste collectieve woningen, is het genot van sommige prestaties uitgesloten voor personen die in dit soort instellingen wonen. De diensten van inclusieve woningen worden niet getroffen door deze uitsluiting.

De uitgesloten prestaties zijn de volgende:

- inrichting roerend en onroerend goed zoals bedoeld in punt 6 van deze lijst;- aanvullende uitrusting zoals bedoeld in punt 7 van deze lijst;- uitrustingsgoederen zoals bedoeld in punt 8 van deze lijst;- onderhoud en herstel betreffende de voornoemde prestaties.

Wanneer een persoon die gedomicilieerd is in een particuliere woning die in het Brussels Gewest gelegen is in een van de in het eerste lid bedoelde opvangplaatsen woont, moet de aanvraag om tegemoetkoming die met het verblijf in de woning verband houdt, vergezeld gaan van een attest van de opvangplaats met vermelding van de frequentie en de duur van de terugkeer naar huis.

1.10. Overeenkomstig artikel 34 van het besluit 2014/152 kunnen de communicatiehulpmiddelen, het anti-doorligmateriaal, aanvullende uitrusting en de uitrustingsgoederen zoals gedefinieerd in deze lijst, wanneer zij bestemd zijn voor een minderjarige gehandicapte die gewoonlijk op twee verschillende adressen verblijft in het kader van een gelijkmatig verdeelde huisvesting zoals vastgesteld in een vonnis van de bevoegde rechtbanken, in tweevoud worden verstrekt, mits aan de volgende voorwaarden wordt voldaan:

- 1° de twee adressen zijn gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 2° de levering van licht vervoerbaar materiaal volstaat niet om aan zijn behoeften te voldoen.

Overeenkomstig artikel 35 van het besluit 2014/152 wordt het totale bedrag van de in dit punt 1.10 bedoelde aanvullende tegemoetkoming beperkt tot 10.000 euro per periode van vijf jaar.

1.11. Onverminderd andersluidende bepalingen in de volgende punten, kan in een van de volgende situaties een vervroegde vervanging van de in deze lijst opgenomen materiaal worden toegestaan:

- ofwel wanneer het materiaal in kwestie niet meer voldoet aan de specifieke behoeften van de persoon.

In dat geval moet de aanvraag voor tegemoetkoming vergezeld gaan van een gedetailleerd verslag waarin de evolutie van de situatie van de persoon wordt verantwoord;

- ofwel wanneer het materiaal niet te repareren is of de reparatiekosten niet in verhouding staan tot die van gelijkwaardig nieuw materiaal. Deze voorwaarde moet worden verantwoord door een attest van de leverancier dat vóór de aankoop van het nieuwe materiaal wordt opgesteld.

In de volgende situaties mag geen vervanging worden toegestaan:

- tijdens de garantieperiode: twee jaar vanaf de datum van aankoop of meer in geval van verlenging van de garantie, tenzij een certificaat van de verkoper bewijst dat de materiële schade niet gedekt is door de garantie;
- gedurende de genoemde minimumperiode indien vaststaat dat de oorzaak van de onherstelbaarheid te wijten is aan nalatigheid van de gebruiker.

De termijn voor de vervanging van mobiele telefoons, computers en tablets kan niet ingekort worden.

De verlengingsperiodes die voor bepaalde hulpmiddelen vermeld zijn, worden bepaald in functie van de facturatedatum van de vorige prestatie.

1.12. Indien de prestatie moet worden vervangen of hersteld ingevolge schade of diefstal, moet de nieuwe aanvraag tot tegemoetkoming vergezeld gaan van een bewijsstuk van de verzekeringsmaatschappij of van het proces-verbaal van de politie. De tegemoetkoming dekt alleen het deel van de eventuele extra kosten die bovenop de door de verzekering gedekte bedragen worden gemaakt.

Daarom is de persoon verplicht om de nodige verzekeringen af te sluiten en het bewijs hiervan te leveren. Bij gebrek hieraan zal de dienst PHARE geen enkele tegemoetkoming verstrekken.

Dit punt is niet van toepassing op punt 4.5 van de lijst (aanpassing van een auto): als het voertuig na een schadegeval of diefstal moet worden gerepareerd of vervangen, kan geen enkele tegemoetkoming worden verleend.

1.13. Overeenkomstig artikel 22, eerste lid 1 van het besluit 2014/152 moeten de bewijsstukken, op straffe van verval, binnen een termijn van zes maanden na de uitvoering van de prestaties of de uitgaven die gedekt worden door de tegemoetkoming bij de dienst PHARE ingediend worden. Voor tegemoetkomingen met betrekking tot de in punt 3 van deze bijlage bedoelde "Absorberende producten voor incontinenten personen" moeten de stukken, ondanks deze termijn van zes maanden, uiterlijk op 5 januari van het jaar dat volgt op het betrokken begrotingsjaar worden ingediend.

1.14. Wanneer een tegemoetkoming wordt gevraagd in het kader van een bezoldigde beroepsactiviteit, een omscholingsovereenkomst of in het kader van een door een opleidingsinstelling georganiseerde beroepsopleiding, zullen de bepalingen van het besluit 2014/152, afdeling 8 worden toegepast.

Overeenkomstig artikel 83 van het besluit 2014/152 is de aanpassing van de werkplek bestemd voor:

- werknemers met een handicap en hun werkgever uit de privésector en de openbare sector, met inbegrip van de werknemers en werkgevers van de ondernemingen met aangepast werk;
- gehandicapte zelfstandigen in hoofdberoep;
- stagiairs en hun opleidingsonderneming in het kader van de omscholingsovereenkomst;
- stagiairs en hun opleidingsinstelling in het kader van een beroepsopleiding.

De aanpassing van de werkplek is niet toegestaan:

- in het kader van een ontdekkingsstage;
- in het kader van vrijwilligerswerk;
- voor personen die leerplichtig zijn.

Overeenkomstig artikel 85 van het besluit 2014/152 wordt de aanvraag voor een tegemoetkoming gezamenlijk door de persoon met een handicap en de werkgever, de opleidingsonderneming, de onderneming met aangepast werk of de instelling voor beroepsopleiding ingediend aan de hand van het door de dienst PHARE opgestelde formulier.

Overeenkomstig de artikelen 84, 86, 87 en 89 van het besluit 2014/152 wordt de tegemoetkoming van de dienst PHARE toegekend op grond van de volgende beginselen:

- de dienst PHARE komt enkel tegemoet voor de hoofdwerkplek;
- wanneer er licht vervoerbaar materiaal op de markt bestaat, wordt de voorkeur gegeven aan de toekenning van een tegemoetkoming voor licht vervoerbaar materiaal om het gebruik van het materiaal voor telewerken mogelijk te maken indien dat nodig is (bv. een laptop);
- de tegemoetkoming dekt slechts dat deel van de kosten dat een extra uitgave vormt ten opzichte van de kosten die een valide persoon in identieke omstandigheden maakt;
- de tegemoetkoming wordt enkel toegekend als de uitgaven niet door een andere overheidsinstantie kunnen worden gedragen;
- de tegemoetkoming wordt enkel toegekend als deze noodzakelijk is voor de inclusie van de persoon met een handicap;
- ze wordt bepaald in functie van de behoeften van de persoon met een handicap en van het redelijke karakter (kostprijs, doeltreffendheid, de afwezigheid van minder dure alternatieven en de investering in de tijd) van de gevraagde aanpassingen. Deze tegemoetkoming wordt verleend overeenkomstig de in deze lijst vastgestelde modaliteiten en voorwaarden, met uitzondering van de in punt 11 "Aanpassing van de werkplek" vermelde hulpmiddelen.

Overeenkomstig artikel 88, § 3 van het besluit 2014/152 dient de persoon met een handicap het licht vervoerbaar materiaal en het zwaar vervoerbaar materiaal terug te geven aan het einde van de tewerkstelling, de omscholingsovereenkomst of de beroepsopleiding, behalve als hij of zij – binnen een termijn van zes maanden vanaf deze beëindiging – aantoonde dat hij of zij dit materiaal nodig heeft in het kader van een nieuwe tewerkstelling, een nieuwe stage of een nieuwe beroepsopleiding.

Het materiaal moet teruggegeven worden aan een technische ondersteuningsdienst of aan een instelling die door de Franse Gemeenschapscommissie erkend is in het kader van hulp aan personen met een handicap.

2. Hulpmiddelen bij de communicatie

2.1. Computers – Tablets als schrijfprothese

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager het volgende aantonen:

een aanzienlijke functionele beperking van de bovenste ledematen waardoor met de hand schrijven evenals handelingen van het dagelijks leven die het gebruik van beide handen vereisen moeilijk worden: krachtvermindering, spasticiteit, coördinatie- en/of gevoeligheidsstoornissen, gewrichtsaandoeningen, morfologische vervorming, ernstige dyspraxie ...

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten gevoegd worden:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een keuringsbewijs afgegeven door een gespecialiseerde dienst (voor een eerste aanvraag), waarin staat dat de apparatuur is getest en geschikt is voor de betreffende persoon;
- indien de aanvrager in het gewone onderwijs is geïntegreerd, moet de instelling een document overleggen waarin zij het gebruik van computerapparatuur in het klaslokaal toelaat;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Voor aanvragen met betrekking tot coördinatiestoornissen en ernstige dyspraxie is het absoluut noodzakelijk dat het bewijsstuk aantoonde dat eerdere multidisciplinaire revalidatie is uitgevoerd en dat andere compensatiemiddelen zijn getest en onvoldoende zijn gebleken. Het zal ook nodig zijn om aan te tonen dat de aanvraag gebeurt in het kader van een coherent en goed doordacht globaal project waarbij de verschillende partners (kind, gezin, school, multidisciplinair team) betrokken zijn.

Bijzondere voorwaarden

De dienst PHARE komt niet tussen voor beschermhoezen, hoezen of transporttassen, externe harde schijven, USB-sticks en ander materiaal dat niet specifiek voor de handicap is.

De tegemoetkoming dekt in geen geval de kosten van aansluiting op een netwerk of de kosten van gebruik (abonnements- en/of gesprekskosten).

Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor de aankoop van informaticamateriaal voor gebruik in het buitengewoon onderwijs, behalve in het geval van thuisgebruik (oefeningen, taken).

De tegemoetkoming voor een computer kan niet gecumuleerd worden met een tegemoetkoming voor een tablet.

Vervangingstermijn: 5 jaar voor computers of tablets

Modaliteiten in verband met individuele steun: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Computer of tablet	250 euro
Software in verband met het gebruik als schrijfprothese	500 euro

2.2. Communicatietoestellen

Communicatietoestellen zijn apparaten waarmee de persoon op verschillende manieren kan communiceren: pictogrammen, symbolen, stemsynthese, enz.

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager het volgende aantonen:

- ofwel een zware vorm van dysartrie;
- ofwel een afasie;
- ofwel een auditieve beperking;
- ofwel een autismespectrumstoornis;
- ofwel een andere neurocognitieve stoornis.

Bovendien moet elk van deze aandoeningen leiden tot een spraakstoornis die geen functionele orale expressie mogelijk maakt en het gebruik van een computer, een tablet of een aangepast communicatiemiddel essentieel maakt.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een keuringsbewijs afgegeven door een gespecialiseerde dienst (voor een eerste aanvraag), waarin staat dat de apparatuur is getest en geschikt is voor de betreffende persoon.

Bijzondere voorwaarden

De tegemoetkoming dekt in geen geval:

- beschermhoezen, hoezen of transporttassen, externe harde schijven, USB-sticks en ander materiaal dat niet specifiek voor de handicap is;
- de kosten van aansluiting op een netwerk of de kosten van gebruik (abonnements- en/of gesprekskosten).

De tegemoetkoming voor een computer kan niet gecumuleerd worden met een tegemoetkoming voor een tablet.

De tegemoetkoming voor communicatieapparatuur kan niet gecumuleerd worden met een computer of een tablet.

Vervangingstermijn: 5 jaar voor computers of tablets

Modaliteiten in verband met individuele steun: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Communicatieapparatuur (met inbegrip van symbolensoftware en -databanken)	15.000 euro
Computer of tablet	250 euro
Communicatiesoftware met betrekking tot het gebruik van computer of tablet	1.000 euro

2.3. Specifiek materiaal voor blinden en slechthoorden**Medische voorwaarden**

Op basis van de elementen van het medisch dossier moet de persoon een ernstige verslechtering van het gezichtsvermogen hebben, ondanks een optische correctie van het beste oog, gecertificeerd door een oogarts of door een functionele beoordeling waarin staat dat de persoon een visuele handicap heeft die het onmogelijk maakt om te schrijven of te lezen zonder gebruik te maken van een of meer van de hieronder vermelde prestaties.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave (behalve afschriften);
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een keuringsbewijs opgesteld door een gespecialiseerde dienst (voor een eerste aanvraag en zonder afschriften).

Vervangingstermijn:

- 5 jaar voor computers en tablets, videoloepen en loepen;
- 4 jaar voor mobiele telefoons met spraaksynthese.

2.3.1. Computers - tablets - telefoons met spraaksynthese**Bijzondere voorwaarden**

De tegemoetkoming dekt in geen geval:

- beschermhoezen, hoezen of transporttassen, externe harde schijven, USB-sticks en ander materiaal dat niet specifiek voor de handicap is;
- de kosten van aansluiting op een netwerk of de kosten van gebruik (abonnements- en/of gesprekskosten).

De tegemoetkoming voor een computer kan niet gecumuleerd worden met een tegemoetkoming voor een tablet.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Computer of tablet	350 euro
Computer met schermflees-en-vergrotingsfunctie	600 euro
Mobiele telefoon met spraaksynthese	350 euro

2.3.2. Videoloepen en loepen**Bijzondere voorwaarden**

- de aanvraag van een videoloep met een dubbele camerafunctie moet door een verklaring van de school of de werkplek worden verantwoord;
- de aanvraag voor een elektronische loep met scherm moet verantwoord worden door een attest verbonden aan een professioneel gebruik.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Klassieke videoloep	4 300 euro
Videoloep met dubbele camerafunctie	6.450 euro
Sprekende videoloep	4.500 euro
Elektronische loep met scherm	1 200 euro
Elektronische zakloep	650 euro

2.3.3. Brailleschrijfmachine**Bijzondere voorwaarden**

Het bewijsstuk moet vermelden of de aanvrager braille kent of een opleiding braille volgt.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Mechanische machine (koffer inbegrepen)	900 euro
Elektrische machine (koffer inbegrepen)	1.200 euro

2.3.4. Transcriptie van cursussen**Bijzondere voorwaarden**

- de aanvraag moet vergezeld gaan van een inschrijvingsbewijs in een schoolinstelling;
- de transcriptie van cursussen in brailleschrift, in grote tekens of op CD of DVD, moet worden verwezenlijkt door een door de overheid erkende instelling;
- de dienst PHARE moet een kopie van de documenten bekomen die ze zal gesubsidieerd hebben.

Modaliteiten

De globale tegemoetkoming mag het maximumbedrag van 4.000 euro per academiejaar niet overschrijden.

Vergrote fotokopieën, per blad	0,20 euro
Transcriptie van cursussen (inclusief scannen of coderen), in grote tekens of door ze op computer op te slaan (per 500 KB) of per blinddrukpagina	1,60 euro
Vertaling van cursussen in Braille	1,60 euro
Branden op CD of DVD	30 euro per opname-uur

2.3.5. Ander specifiek materiaal**Bijzondere voorwaarden**

- De aanvragen voor een Brailleleesregel versie met 80 braillecellen en schermfleessoftware professionele versie moeten verantwoord worden via een attest gerelateerd aan een professioneel gebruik of in het kader van hogere studies.
- De aanvragen voor elektronische blocnotes met schermfleessoftware moeten verantwoord worden via een attest gerelateerd aan een professioneel gebruik of in het kader van studies.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Brailleleesregel versie met 40 of 44 braillecellen	5.900 euro
Brailleleesregel versie met 80 braillecellen	12.100 euro
Elektronische blocnotes met spraaksynthese	8.000 euro
Elektronische blocnotes met spraaksynthese en schermfleessoftware	11.000 euro
Dictafoon	350 euro
Brailleprinter	3.750 euro
Schermafleessoftware - met vocale en braille-output en/of vergrotingssoftware - professionele versie	2.000 euro 2.800 euro
Spraaksynthese	500 euro
Vergrotingssoftware	660 euro
Programma voor de herkenning van tekens	170 euro
Spraakherkenningssoftware	150 euro

Toestel voor het lezen van boeken	300 euro
Leesmachine (niet cumuleerbaar met een software voor karakterherkenning)	2.500 euro

2.4. Specifiek materiaal voor doven en slechthorenden

Medische voorwaarden

- Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager ernstige moeilijkheden hebben om te horen die het gebruik van het materiaal verantwoorden en die door een rapport van een dienst voor audiofonologie worden gestaafd.
- Voor geluidsversterkingssystemen moet de persoon een gemiddeld gehoorverlies van minstens 60db bij het beste oor hebben, zonder hoortoestellen.

De aanvraag voor een signaal huilende baby moet vergezeld gaan van een zwangerschapsattest.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een keuringsbewijs (behalve in geval van onmogelijkheid).

Vervangingstermijn: 5 jaar

2.4.1. Communicatiesystemen

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

FM-systeem	2.500 euro
Hulp bij het horen met of zonder interface en combineerbaar met hoorapparaat of implantaat	500 euro
Geluidsversterkingssysteem: magnetische lus, versterkte telefoons al dan niet draadloos	260 euro
Visiofoniesysteem voor mobiele telefoon of computer of tablet	150 euro

2.4.2. Wekkers en waarschuwingssystemen

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Signaal huilende baby	200 euro
Trillende, lichtgevende en/of digitale wekker	1.350 euro
Signaal/ontvanger met visuele en/of trillende signalen	
Signaal deurbel en/of -knop	
Signaal brand	

3. Absorberende producten voor incontinentie personen

Medische en administratieve voorwaarden

De persoon moet minstens 3 jaar oud zijn.

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten gevoegd worden:

- a) een doktersvoorschrift ter bevestiging van het feit dat de persoon aan urine- en/of fecale incontinentie lijdt als gevolg van neurologische ruggenmergletsels of van aangeboren of opgelopen letsels aan het onderste urine- of darmstelsel, of dat de handicap te wijten is aan een psychomotorische, mentale of psychologische ontwikkelingsstoornis.

In het medisch verslag moet verduidelijkt worden:

- of het gaat om incontinentie overdag en/of 's nachts;
- of het om een levenslange aandoening gaat, dan wel om een omkeerbare aandoening.

- b) verder moet ook de beslissing van de geneesheer-adviseur met betrekking tot de aanvraag om toekenning van het incontinentieforfait van het RIZIV bij het verslag gevoegd worden.

Bijzondere voorwaarde

De tegemoetkoming heeft geen betrekking op zalven, poeders, doekjes, matrasbeschermers, inlegkruisjes en tampons.

Geldigheidsduur

De geldigheidsduur van de beslissing betreffende de absorberende producten voor incontinentie wordt door de dienst PHARE vastgelegd. Om een verlenging van de tegemoetkoming aan te vragen, moet de persoon een nieuw verzoek indienen, vergezeld van de documenten vermeld in de medische en administratieve voorwaarden.

Modaliteiten

- Wanneer de beslissing van de geneesheer-adviseur met betrekking tot de aanvraag om toekenning van het incontinentieforfait van het RIZIV positief is, voorziet de dienst PHARE in een tegemoetkoming op basis van de uitgaven die door middel van een aankoopbewijs gerechtvaardigd worden, binnen de grenzen van het vastgestelde maximum en na aftrek van het door het RIZIV toegekende incontinentieforfait.

Om de tussenkomst van de dienst PHARE te verkrijgen, moet de persoon aan de hand van een aankoopbewijs aantonen dat hij of zij het door het RIZIV toegekende forfait heeft uitgeput.

- Wanneer de beslissing van de geneesheer-adviseur met betrekking tot de aanvraag om toekenning van het incontinentieforfait van het RIZIV negatief is, voorziet de dienst PHARE binnen de grenzen van het vastgestelde maximum in een tegemoetkoming op basis van de uitgaven die door middel van een aankoopbewijs gerechtvaardigd worden.

- De dienst PHARE berekent het bedrag van de tegemoetkoming en gaat over tot de uitbetaling ervan binnen twee maanden na de volgende data: **1 april – 1 augustus – 1 december**. De dienst PHARE baseert zich op de bewijsstukken die aan het einde van elk van deze termijnen geldig worden ingediend.

Voor bewijsstukken die na de datum van 1 december van het betrokken jaar en vóór de uiterste datum van 5 januari van het volgende jaar worden ingediend, kan een afzonderlijke betaling worden verricht.

De bewijsstukken met betrekking tot de uitgaven moeten binnen zes maanden na aankoop en uiterlijk op 5 januari van het jaar volgend op het betrokken begrotingsjaar bij de dienst PHARE worden ingediend.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Per kalenderjaar	Overdag en 's nachts	Nacht
Kind vanaf 3 jaar tot 8 jaar geworden in het kalenderjaar	600 euro	100 euro
Volwassene en kind vanaf het 9e kalenderjaar	900 euro	200 euro

De hierboven vermelde bedragen zijn inclusief btw.

4. Mobiliteitshulpmiddelen

4.1. Rolstoel, aanpassingen en kussens tegen doorligwonden

De rolstoel (met inbegrip van de aanpassingen en het kussen tegen doorligwonden) is een prestatie die is opgenomen in de nomenclatuur van het RIZIV, overeenkomstig het Besluit van het College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 19 december 2019 tot vaststelling van de nomenclatuur van de mobiliteitshulpmiddelen. De terugbetaling ervan door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging kan volledig zijn of aanleiding geven tot bijkomende kosten.

Gezien de residuaire rol van de dienst PHARE kan alleen in de volgende gevallen een tegemoetkoming worden verleend:

- hetzij in geval van cumulatie of vervroegde vervanging;
- of uitsluitend voor niet-genomenclatureerde aanpassingen die een onontbeerlijk karakter hebben.

Medische en administratieve voorwaarden

De aanvraag moet vergezeld gaan van een kopie van het éénlokettendossier met de volgende informatie:

- het bewijs van de weigering van de IRISCARE-tegemoetkoming;
- een functioneel medisch verslag om de prestatie en het gebruik ervan te motiveren;
- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk betreffende het gebruik van een tweede rolstoel in het geval van cumulatie.

Bijzondere voorwaarden

Cumulatiemogelijkheid: de dienst PHARE komt tegemoet in de kosten van een bijkomende rolstoel en kussen tegen doorligwonden naast deze waarover de persoon met een handicap al beschikt wanneer, tijdens de vervangingsperiode van de door IRISCARE toegekende prestatie, een tweede rolstoel wordt voorgeschreven en vanwege een welbepaald gebruik verantwoord is.

De aanpassingen voor rolstoelen die kunnen worden toegestaan, zijn die welke niet zijn opgenomen in de nomenclatuur van IRISCARE.

Vervangingstermijn en -voorwaarden

De vervangingstermijnen van de dienst PHARE zijn dezelfde als die welke door de nomenclatuur van IRISCARE worden toegepast.

De voorwaarden voor de vervanging van de rolstoel en van het kussen tegen doorligwonden vóór het einde van de vervangingstermijn zijn dezelfde als die welke door de nomenclatuur van IRISCARE worden toegepast, met dien verstande dat de aanvrager hierbij het volgende moet verstrekken:

- ofwel een door een gespecialiseerde arts gemotiveerd voorschrift waarin wordt bevestigd dat de evolutie van de aandoening de aanleiding voor de aanvraag is;
- ofwel een attest van een door IRISCARE erkende hulpverlener waarin wordt bevestigd dat rolstoel of het kussen tegen doorligwonden niet kan worden hersteld en dat de slijtage niet is toe te schrijven aan een gebruik dat niet overeenstemt met het gedrag dat een goede huisvader/-moeder ervan zou maken.

De rolstoel of het kussen tegen doorligwonden moet op de lijst staan van het materiaal dat in aanmerking komt om door IRISCARE terug te worden betaald. Bovendien kan de weigering van IRISCARE-tegemoetkoming de aanvrager niet ten laste worden gelegd.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

de waarde van de rolstoel of van het kussen tegen doorligwonden, bepaald door de nomenclatuur van de mobiliteitshulpmiddelen van IRISCARE en volgens de bedragen voor terugbetaling die er betrekking op hebben.

4.2. Aandrijvingshulp voor manuele rolstoelen

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten gevoegd worden:

- een kopie van bijlage 13 bis "leveringsattest van de rolstoel" dat door de maatschappij van onderlinge bijstand of de bandagist afgeleverd wordt;
- twee vergelijkende prijsopgaven;
- voor aandrijvingshulp ten behoeve van de persoon met een handicap zelf, een verslag aan de hand van het door de dienst PHARE opgestelde formulier waarmee de geschiktheid van de apparatuur wordt aangetoond op basis van een test op maat die buiten uitgevoerd is;
- voor aandrijvingshulp ten behoeve van een derde, een bewijsstuk waaruit de nood aan aandrijvingshulp voor deze derde blijkt.

Vervangingstermijn en -voorwaarden

De dienst PHARE kan pas na een periode van 5 jaar, bepaald op basis van de factuurdatum van het motoriseringssysteem, een nieuwe aandrijvingshulp toekennen.

Bij aankoop van een nieuwe manuele rolstoel, zal de persoon erover moeten waken dat het systeem voor aandrijvingshulp dat voorheen terugbetaald is er compatibel mee is. Het feit dat het systeem niet compatibel is met de nieuwe rolstoel zal in geen geval de aanleiding voor een aanvraag tot vervanging kunnen vormen, tenzij de verandering van rolstoel verband houdt met de evolutie van de medische situatie van de persoon.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Hulp bij de manuele aandrijving door de persoon met een handicap zelf	2.400 euro
Hulp bij de gemotoriseerde aandrijving door de persoon met een handicap zelf	4.900 euro
Hulp bij de gemotoriseerde aandrijving door een derde	1.350 euro

4.3. Fiets met manuele aandrijving

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten gevoegd worden:

- twee vergelijkende prijsopgaven;
- een verslag aan de hand van het door de dienst PHARE opgestelde formulier waarmee de geschiktheid van de apparatuur wordt aangetoond op basis van een test op maat die buiten uitgevoerd is.

De persoon moet kunnen aantonen dat hij of zij zich regelmatig op deze wijze verplaatst, dat hierdoor zijn of haar autonomie ten aanzien van andere manieren van verplaatsen waartoe hij of zij toegang heeft, bevorderd wordt.

Er mag geen sprake zijn van cumulatie tussen een met de hand aangedreven fiets en aandrijvingshulp voor een manuele rolstoel.

Medische voorwaarden:

De persoon moet een rolstoelgebruiker zijn.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Fiets met manuele aandrijving	3.550 euro
-------------------------------	------------

4.4. Aangepaste kinderwagen

Medische voorwaarden

Op basis van gegevens van het medische dossier moet de persoon ernstige of absolute moeilijkheden vertonen om te stappen en minstens 3 jaar oud zijn.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Aangepaste kinderwagen	360 euro
------------------------	----------

4.5. Aanpassing van een voertuig

Medische voorwaarden

Op basis van gegevens van het medische dossier moet blijken dat de persoon een handicap vertoont die de aanpassing verantwoordt.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een kopie van het inschrijvingsbewijs of van de bestelbon van het voertuig;
- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een verslag van het Belgisch Centrum voor Rijgeschiktheid en Voertuigaanpassing (CARA), behalve voor de aanpassingen die de toegang tot het voertuig mogelijk maken bedoeld in punt 4.5.3. ;
- wanneer bepaalde aanpassingen die niet in rubriek 4.5.1. zijn opgenomen, voor het CARA essentieel worden geacht om te rijden, moet het verzoek aan PHARE met het oog op een tenlasteneming vergezeld gaan van een prijsopgave;
- indien de aanvrager het voertuig bestuurt, een kopie van zijn of haar aangepaste rijbewijs met de voorwaarden en/of beperkingen en de aanpassingen. De kandidaat voor het rijbewijs moet een rijgeschiktheidsattest afleveren.

Bijzondere voorwaarden

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor een bestaande aanpassing aan een tweedehands gekocht voertuig.

Onverminderd een naar behoren gemotiveerde functionele rechtvaardiging wordt geen tegemoetkoming verleend voor de standaardafstandsbediening, de centrale vergrendeling van deuren, de elektrische bediening van ruiten en achteruitkijkspiegels en de klimaatregeling van het voertuig. Indien de aanvrager passagier is, kan de aanvraag slechts betrekking hebben op inrichtingen voor toegang tot het voertuig.

Vervangingstermijn:

- 7 jaar voor aanpassingen die worden uitgevoerd op een voertuig dat minder dan 4 jaar oud is;
- 3 jaar voor aanpassingen die worden uitgevoerd op een voertuig dat 4 jaar of ouder is.

In geval van verandering van voertuig vóór het verstrijken van de aangegeven termijn kan een tegemoetkoming voor de vernieuwing van de aanpassing worden toegestaan op voorwaarde dat:

- de dienst PHARE voorafgaandelijk zijn akkoord heeft gegeven aan de verandering van voertuig;
- en deze verandering gerechtvaardigd wordt door intensief gebruik of door een verergering van de handicap, zoals blijkt uit een medisch rapport of uit een verandering in de persoonlijke leefomgeving.

In geen geval zal de tegemoetkoming worden toegekend als het voertuig niet minstens 150.000 km heeft afgelegd.

Indien het voertuig hersteld of vervangen moet worden ingevolge schade of diefstal, zal de aanpassing geen tweede keer ten laste genomen worden. De persoon moet dus de nodige maatregelen op het gebied van verzekeringen treffen.

Onderhoud en herstel

- er wordt geen tegemoetkoming toegekend voor het onderhoud van aanpassingen voor voertuigen vermeld onder punten 4.5.1, 4.5.2 en 4.5.3;
- alleen de kosten van de gerichte reparaties (uitgezonderd automatische transmissie) kunnen worden overwogen in de voorwaarden voorzien onder punt 10 van deze bijlage.

Modaliteiten

Vanaf een leeftijd van 4 jaar van het voertuig wordt het bedrag van de tegemoetkoming verminderd met 20 % per jaar. De maximale vermindering bedraagt 60 %.

Deze vermindering wordt niet toegepast op aanpassingen die met materiaal uitgevoerd worden dat afneembaar en gebruikt kan worden van een ander voertuig. In dit geval is de vervangingstermijn 7 jaar, ongeacht de leeftijd van het voertuig. Om de leeftijd van de wagen te bepalen, wordt rekening gehouden met de datum van de eerste inverkeerstelling.

De dienst PHARE kan een aanpassing weigeren die onvoldoende functioneel blijkt te zijn voor dagelijks gebruik op basis van:

- de leeftijd en/of de graad van slijtage van het voertuig, zoals de vorige;
- nieuwe verkeersnormen. Geen aanpassing voor een voertuig dat de Europese emissienormen niet naleeft.

Om de tegemoetkoming te verkrijgen, moet de persoon een kopie van het erkenningsattest van het omgevormde voertuig, opge maakt overeenkomstig de reglementaire bepalingen ter zake, voorleggen.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Voor de aanpassingen aan het voertuig mag het totale bedrag van de op basis van punt 4.5 toegekende tegemoetkoming niet hoger zijn dan 30.000 euro, inclusief de tegemoetkomingen die toegekend zouden zijn op basis van artikel 3, § 2, van het besluit 2014/152.

De betaling van het bedrag van de tegemoetkoming is onderworpen aan het voorleggen van een afschrift van het Europees of individueel goedkeuringscertificaat opgesteld door de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer.

4.5.1. Aanpassingen betreffende het besturen

Gas en remmen onder het stuur (mechanisch systeem)	1.250 euro
Gas en remmen onder het stuur (pneumatisch systeem)	2.150 euro
Gasbediening en remmen op het stuur (mechanisch systeem)	1.800 euro
Gasbediening en remmen op het stuur (elektronisch systeem)	2.700 euro
Automatische transmissie	900 euro
Verplaatsing gaspedaal	280 euro
Inklapbaar of demonteerbaar gaspedaal en/of rempedaal	260 euro
Verplaatsing elektrische bediening	1.850 euro
Knop op stuur geschroefd	50 euro
Afscherming pedaal	200 euro

4.5.2. Aanpassingen voor secundaire functies

Elektrische afstelling van bestuurderszitplaats	800 euro
Ergonomische bestuurderszitplaats	1.500 euro
Veiligheidsgordel van het harnastype	230 euro

4.5.3. Verschillende aanpassingen waardoor de persoon toegang tot een voertuig krijgt

Het totaalbedrag van de tegemoetkoming voor de verschillende aanpassingen die de persoon toegang tot het voertuig geven, mag niet hoger dan 9.000 euro zijn.

Toegang tot het voertuig

Draaistoel	1.000 euro
Uitschuifbare draaistoel	1.250 euro
Aangepast kinderzitje (met inbegrip van abductiebouten, hoofdsteun, gordel,...)	1.600 euro
Personenlift voor wagen (niet geschikt voor rolstoel)	2.900 euro

Toegang tot het voertuig met rolstoel

Achter- of zijliftplatform	5.800 euro
Al dan niet uitschuifbare hellende vlakken, bevestigd aan het voertuig	770 euro
Rails en bevestigingskit	970 euro

Aanpassing van de structuur van het voertuig voor een vlottere toegankelijkheid

Verlaging van de achtervloer	7.450 euro
Verhoging van het dak	700 euro
Vlakmaken van de vloer	700 euro

Hulpmiddelen om een rolstoel in de wagen te laden

Laden in kofferbak via manoeuvreerbare arm voor handbewogen, plooibare rolstoel	1.850 euro
Laden in kofferbak via manoeuvreerbare arm voor elektrische rolstoel	3.000 euro
Laden in cabine via manoeuvreerbare arm + aanpassing portier	5.600 euro

4.6. Specifieke rijlessen of specifieke lessen ter beoordeling van de rijgeschiktheid**Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager:

- ofwel een handicap vertonen die de nood aan bijkomende rijlessen voor een motorvoertuig rechtvaardigt;
- ofwel een handicap vertonen die de aanpassing van het voertuig rechtvaardigt, waardoor het nodig is bijkomende rijlessen voor het besturen van dit voertuig te volgen.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een met redenen omkleed attest dat door een gespecialiseerde arts opgemaakt is;
- een rapport van het Belgisch Centrum voor Rijgeschiktheid en Voertuigaanpassing (CARA) ;
- een attest van een erkende rijsschool waarin het benodigde aantal lessen is vermeld.

Bijzondere voorwaarde

De lessen moeten bedoeld zijn om:

- ofwel de rijgeschiktheid vast te stellen;
- ofwel specifiek te leren rijden met een motorvoertuig met de in punt 4.5.1 genoemde aanpassingen.

Modaliteiten

Het maximum aantal uren wordt vastgelegd op:

- 15 uren voor de vaststelling van de rijgeschiktheid;
- 15 uren voor het specifiek leren rijden met een aangepast voertuig.

De aanvraag kan niet worden vernieuwd.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Tegemoetkoming per uur	40 euro
------------------------	---------

4.7. Geleidehond**Medische voorwaarden**

Op basis van gegevens van het medische dossier moet de aanvrager, na optische correctie aan elk oog, ofwel een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 1/10 vertonen, ofwel een gezichtsveld kleiner dan 20°.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een rapport van een instelling die de integratie van blinde personen tot opdracht heeft en die door de overheid is erkend, waarin wordt verzekerd dat de hond goed is afgericht en de begunstigde over de nodige vaardigheden beschikt.

Modaliteiten

De forfaitaire tussenkomst dekt niet enkel de aankoop en de africhting van de hond, maar ook de opleiding van de begunstigde.

Verlenging

De tegemoetkoming in de kosten voor het aanschaffen van een geleidehond kan worden verlengd op vertoon van een attest van een dierenarts die onafhankelijk is van de instructeur of de erkende vereniging die de eerder aangeschafte hond heeft geleverd.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Geleidehond	7.000 euro
-------------	------------

4.8. Aanleren van oriëntatie- en mobiliteitstechnieken**4.8.1. Aanleren van oriëntatie- en mobiliteitstechnieken in geval van doofblindheid****Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager het volgende aantonen:

een visuele handicap die gepaard gaat met een auditieve beperking die wordt bevestigd door een medisch document waarin staat dat de persoon een minimale combinatie van 30% van het zicht en het gehoor heeft. Het document moet opgesteld zijn door een oogarts en een dienst voor audiolofologie.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een attest dat staat dat de opleiding wordt gegeven door een instelling die erkend werd in het kader van de wetgeving betreffende de integratie van personen met een handicap en die zich richt tot visueel gehandicapten of doven.

Bijzondere voorwaarden

Het lesprogramma omvat maximaal 10 uren les.

Na afloop van het programma moet de instelling een evaluatieverslag van de opleiding aan de dienst PHARE overmaken.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Per opleidingsuur	32 euro
-------------------	---------

4.8.2. Aanleren van oriëntatie- en mobiliteitstechnieken met een witte stok**Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager aantonen:

- ofwel een vastgestelde visuele beperking van ten minste 60 %;
- ofwel een visuele beperking van minder dan 60%, in welk geval de aanvraag moet worden gerechtvaardigd door een medisch voorschrift van een in revalidatie erkende oogarts.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een attest dat staat dat de opleiding wordt gegeven door een instelling die erkend werd in het kader van de wetgeving betreffende de integratie van personen met een handicap en die zich richt tot personen met een visuele beperking.

Bijzondere voorwaarden

Het lesprogramma mag niet meer dan 100 uren bevatten voor cursussen voor volwassenen en niet meer dan 200 uren voor minderjarigen.

Na afloop van het programma moet de instelling een evaluatieverslag van de opleiding aan de dienst PHARE overmaken.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Per opleidingsuur	32 euro
-------------------	---------

5. Pedagogische begeleiding**Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager aan een of meerdere van de volgende aandoeningen lijdt:

- een visuele en/of auditieve beperking;
- een beschadiging van het centrale zenuwstelsel;
- een autismespectrumstoornis;
- een verstandelijke beperking;
- een andere beperking met lage prevalentie vertonen waarvoor, op basis van een gedetailleerd multidisciplinair verslag, is vastgesteld dat pedagogische begeleiding onontbeerlijk is.

De dienst PHARE mag om een psychopedagogisch onderzoek vragen dat de noodzaak aan begeleiding staat.

Algemene voorwaarden

De aanvrager volgt:

- ofwel hogere, al dan niet universitaire studies, erkend door de Franse Gemeenschap. Hij of zij mag ook een voorbereidend jaar op het hoger onderwijs volgen dat door een door de Franse Gemeenschap erkende instelling georganiseerd wordt;
- ofwel een beroepsopleiding die door de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest of het Brussels Gewest georganiseerd, erkend of gesubsidieerd wordt, met uitzondering van de beroepsopleiding verbonden aan het secundair onderwijs.

De pedagogische begeleiding wordt door een van de volgende diensten verzorgd:

- een Service d'Accueil et d'Accompagnement die binnen de schoolinstelling opgericht wordt of door meerdere instellingen gedeeld wordt;
- een door de Franse Gemeenschapscommissie erkende Service d'Accompagnement die in een geïndividualiseerd begeleidingsplan kan optreden;
- een door de Franse Gemeenschapscommissie erkend Centre de Réadaptation Ambulatoire dat in een geïndividualiseerd begeleidingsplan kan optreden;
- een door de Franse Gemeenschapscommissie erkende Service d'Appui à la Formation Professionnelle.

De opdrachten en de doelgroep van de Service of van het Centre moeten op de individuele begeleidingsvragen afgestemd zijn.

Aanvraag

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een uitgebreid pluridisciplinair verslag van de dienst dat de pedagogische begeleiding voor de aanvrager garandeert. Dit verslag verantwoordt de noodzaak van de pedagogische begeleiding, licht het traject en het project van de aanvrager toe, toont aan dat het project realistisch, samenhangend en verenigbaar met de capaciteiten van de aanvrager is;
- de jaarlijkse pedagogische begeleidingsovereenkomst tussen de dienst en de aanvrager die door de twee partijen ondertekend is. Ze verduidelijkt de aard van de verwachte tegemoetkomingen;
- het inschrijvingsbewijs in het betrokken studiejaar;
- het volledige programma van het betrokken studiejaar.

Voor elk studiejaar of opleidingsjaar wordt er een aanvraag ingediend.

In het geval van een aanvraag voor de verlenging van tegemoetkoming, baseert het hierboven vermelde pluridisciplinaire verslag zich op de evaluatie van de pedagogische begeleiding die op het einde van het voorgaande studiejaar of opleidingscyclus georganiseerd wordt.

Inhoud van de tegemoetkoming

De tegemoetkoming heeft betrekking op:

- specifieke pedagogische hulp voor de student of stagiair. Het gaat om mondelinge uitleg, het herhalen van de informatie en pedagogisch toezicht dat door begeleiders (studenten, vrijwilligers, ...) uitgevoerd wordt die in functie van hun competenties geselecteerd worden;
- tolkprestaties - met inbegrip van de lessen - in de gebarentaal van Franstalig België of de verschillende vormen van transliteratie, transcriptie of velotypie uitgevoerd door de dienstverrichters die erkend zijn door een Service d'Appui à la Communication et à l'interprétation pour les Personnes Sourdes, erkend door de Franse Gemeenschapscommissie of door een equivalente administratie in het buitenland, in het kader van een opleiding of onderwijs in verband met een internationaal mobiliteitsprogramma;
- de coördinatie tussen de verschillende optredende begeleiders en dienstverrichters, hun selectie en omkadering (voor zover deze opdrachten niet duidelijk voorzien zijn in de algemene opdrachten van de dienst die de begeleiding uitvoert) ten belope van maximaal 10% van het aantal toegekende begeleidingsuren.

Onverminderd de datum waarop de aanvraag wordt ingediend, bedraagt de tegemoetkoming per academie- of opleidingsjaar:

- maximaal 400 uren specifieke pedagogische hulp.

Twee gevolgde lessen geven recht op maximaal een uur specifieke pedagogische hulp.

- voor de personen met een auditieve beperking kan er een aanvullende tegemoetkoming van maximaal 400 uren voor tolk-, transliteratie- of velotypieprestaties evenals voor elke andere transcriptietechniek toegekend worden.

Een lesuur geeft recht op maximaal een uur tolken, transliteratie, velotypie of elke andere transcriptietechniek.

Wanneer de duur van de lessen of de opleiding geen volledig jaar of geen volledig voltijds uurrooster beslaat, wordt het maximumaantal uren specifieke pedagogische hulp dat in aanmerking wordt genomen verhoudingsgewijs verminderd.

Het aantal uren tolken, transliteratie, transcriptie of velotypie wordt niet verminderd. Het aantal uren tolken of transliteratie mag evenwel niet hoger zijn dan het aantal gevolgde lessen.

In het geval van stopzetting of onderbreking van de studies of van de opleiding, moet de aanvrager de dienst PHARE hiervan op de hoogte brengen.

Modaliteiten van tegemoetkoming

De dienst die de pedagogische begeleiding verzorgt, bezorgt aan de dienst PHARE de volgende documenten:

- het bewijs van de beheersing van kennis van de begeleider in de betrokken aangelegenheden;
- de maandelijks of driemaandelijks staten van prestaties op het door de dienst PHARE opgemaakte model ondertekend door de aanvrager, de begeleider of de dienstverrichter en de directie van de dienst die de pedagogische begeleiding verzorgt;
- een verklaring op erewoord van de begeleider met de verduidelijking dat hij of zij voor de gepresteerde begeleidingsuren niet elders bezoldigd wordt;
- een attest van de directie van de dienst waarin vermeld wordt dat de prestaties van begeleiding niet door een andere overheid ten laste genomen worden;
- een evaluatieverslag opgesteld en ondertekend door de aanvrager en de directie van de dienst die de pedagogische begeleiding verzorgt, op het einde van ieder studiejaar of aan het einde van de cyclus voor de korte opleidingen.

De dienst PHARE kan aan de dienst, de aanvrager en aan de betrokken begeleiders en dienstverrichters ieder aanvullend document of bewijsstuk in verband met de aangegeven prestaties vragen.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Per uur specifieke pedagogische hulp	32 euro
Per uur tolken in de gebarentaal van Franstalig België, transliteratie, transcriptie of velotypie: - de eerste 400 uren - de volgende uren	40 euro 32 euro

6. Inrichting roerend en onroerend goed

6.1. Bouw of verbouwing van de woning

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager het volgende aantonen:

- ofwel een bewegingshandicap waarvan de ernst het verzoek rechtvaardigt;
- ofwel een neurologische stoornis waarvan de ernst de gevraagde inrichting rechtvaardigt;
- ofwel een hart-longaandoening waarvan de ernst het verzoek rechtvaardigt.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- twee gedetailleerde prijsopgaven;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- indien de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger eigenaar van de woning is, een bewijs van eigendom;
- indien de persoon huurder is, een schriftelijk akkoord van de eigenaar voor de uit te voeren aanpassingen.

De werkzaamheden moeten in de woning van de aanvrager worden verricht.

De voorschriften inzake stedenbouw evenals de door het Brussels Gewest voorgeschreven technische normen op het gebied van toegankelijkheid van woningen voor personen met een handicap moeten worden nageleefd.

De dienst PHARE kan een bewijs vragen.

Geen enkele tegemoetkoming wordt verleend:

- voor de bouw van een terras;
- indien de werken bedoeld zijn voor een collectieve woning.

In geval van aanpassing van een nieuwe woning, zal de dienst PHARE enkel voor het verschil tussen het basismateriaal zoals dat in de catalogus van de ondernemer vermeld is en de kostprijs van de aangepaste installatie tussenkomen.

Modaliteiten

De tegemoetkoming mag het maximumbedrag van 12.000 euro niet overschrijden. Ze wordt slechts een keer verleend. Ze kan worden opgesplitst.

De dienst PHARE kan een tweede tegemoetkoming van maximaal 12.000 euro toekennen in geval van een verhuizing binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gerechtvaardigd door het feit dat de ouderlijke woning, waar reeds aanpassingswerken via tegemoetkoming van de dienst PHARE werden uitgevoerd, verlaten wordt om zelfstandig te gaan wonen.

Overeenkomstig artikel 43 van het besluit 2014/152:

- kunnen de aanpassingswerkzaamheden van de roerende en onroerende goederen waarvoor een tegemoetkoming werd toegekend, niet beginnen vóór de kennisgeving van de ondersteuningsbeslissing aan de persoon met een handicap.

Na deze kennisgeving kan de dienst PHARE op verzoek van de begunstigde tegemoetkomen in de betaling van de voorschotfactuur tot maximaal 30% van het toegekende bedrag.

Facturen waarvan de datum vóór de kennisgevingsdatum van de beslissing valt, zullen niet in aanmerking genomen worden.

- De aanpassingswerkzaamheden van de roerende en onroerende goederen moeten ten laatste worden aangevangen binnen een termijn van een jaar te rekenen vanaf de kennisgevingsdatum van de beslissing en worden afgerond binnen een termijn van twee jaar te rekenen vanaf diezelfde datum.

Onderhoud en herstel

Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor het onderhoud en het herstel van bouw- of verbouwingswerken van de woning.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Werkzaamheden verbonden aan de vervanging van een badkuip door een inloopdouché	4.000 euro
Werkzaamheden verbonden aan de vervanging van een verhoogde douche door een inlooptdouché	3.000 euro
Aanpassing of plaatsing van een wc	2.000 euro
Aanpassing of plaatsing van een wastafel	2.000 euro
Creatie, aanpassing of herinrichting van kamers	4.000 euro
Vergroting van een deuropening met plaatsing van een schuifdeur	1.300 euro per deur

6.2. Toestellen om niveaoverschillen te overbruggen

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager het volgende aantonen:

- ofwel een ernstige bewegingshandicap;
- ofwel een ernstige neurologische stoornis;
- ofwel een ernstige hart-longaandoening.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- minimaal twee gedetailleerde prijsopgaven;
- een rapport waarin de keuze en de plaatsing van het toestel in het licht van de configuratie van de woning van de aanvrager wordt verantwoord;
- indien de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger eigenaar van de woning is, een bewijs van eigendom afleveren;
- indien de persoon huurder is, een schriftelijk akkoord van de eigenaar voor de uit te voeren aanpassingen;
- een verklaring van een erkende controle instantie waarin de naleving van de geldende veiligheids- en conformiteitsnormen wordt bevestigd. Daartoe moet het toestel:
- een CE-label dragen;
- vergezeld gaan van een EU-conformiteitsverklaring, opgesteld door de fabrikant;
- voor de plaatsing van een lift, vergezeld gaan van een schriftelijk akkoord van de bevoegde dienst stedenbouw waarin met de installatie ingestemd wordt.

Voor toestellen om niveauverschillen te overbruggen is de betaling van de tegemoetkoming onderworpen aan het voorleggen van een inbedrijfstellingsattest dat door een erkende instantie na de installatie ervan wordt opgesteld.

6.2.1. Liften of hefplateaus

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Systemen met X-vormig onderstel om kleine hoogteverschillen te overbruggen	3.600 euro
Systemen om hoogteverschillen tot 3 m te overbruggen	12.350 euro
Lift of systemen om hoogteverschillen van meer dan 3 m te overbruggen	17.800 euro
Inrichtingswerken verbonden aan de plaatsing van het hefplateau of de lift	1.750 euro

6.2.2. Trapliften

De dienst PHARE behoudt zich het recht voor om een proefattest te vragen.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Traplift met stoel voor een verdieping (recht of met een of twee bochten)	7.650 euro
Traplift met stoel voor meer dan een verdieping	11.200 euro
Traplift met platform voor rolstoel	13.650 euro

6.2.3. Vervoerbare traplift voor rolstoel

Het toestel moet dienen om in de woning van de aanvrager te worden gebruikt.

Een proefattest moet afgeleverd worden.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Vervoerbare traplift voor rolstoel	5.250 euro
------------------------------------	------------

6.2.4. Verplaatsbare hellende vlakken

Een proefattest moet afgeleverd worden.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Verplaatsbare hellende vlakken	880 euro
--------------------------------	----------

6.3. Toestellen voor het openen en sluiten van deuren**Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager het volgende aantonen:

- ofwel een ernstige bewegingshandicap;
- ofwel een ernstige neurologische stoornis;
- ofwel een ernstige hart-longaandoening.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- twee prijsopgaven;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- indien de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger eigenaar van de woning is, een bewijs van eigendom afleveren;
- indien de persoon huurder is, een schriftelijk akkoord van de eigenaar voor de uit te voeren aanpassingen.

6.3.1. Afstandsbediening voor het openen en sluiten van de garagepoort**Algemene voorwaarden**

De persoon moet bestuurder van een voertuig zijn.

Zo niet, dan moet de garage voor hem de enige toegangsweg tot de woning zijn.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Afstandsbediening voor het openen en sluiten van de garagepoort	710 euro
---	----------

6.3.2. Afstandsbediening voor het openen en sluiten van de voordeur**Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot**

Openen van de deur met parlofoon	710 euro
Motorisering met elektronische bediening en vergrendeling	2.050 euro

7. Aanvullende uitrusting**Algemene voorwaarden**

Het betreft materialen of voorwerpen die op duurzame en gebruikelijke wijze in het gebouw worden samengevoegd of ingebouwd, met uitzondering van de in punt 6 bedoelde inrichting van roerend en onroerend goed.

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een handicap vertoont waarvan de aard en de ernst de uitrusting verantwoorden.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- indien de persoon eigenaar van de woning is, een bewijs van eigendom afleveren;
- indien de persoon huurder is, een schriftelijk akkoord van de eigenaar voor de uit te voeren aanpassingen.

Als er een vaste helling op het voetpad wordt aangebracht, is het akkoord van de bevoegde dienst voor stedenbouw vereist.

Modaliteiten

De tegemoetkoming wordt slechts een keer toegekend. Ze kan worden opgesplitst, maar kan in totaal nooit meer bedragen dan het maximumbedrag bepaald per aanvrager.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Totaalbedrag van tegemoetkomingen voor verschillende uitrustingen	2.000 euro
---	------------

8. Uitrustingsgoederen**8.1. Elektrisch in de hoogte verstelbare bedden en veringen - Park-box**

De tegemoetkoming voor de Park-box kan niet gecumuleerd worden met een elektrisch in de hoogte regelbaar bed.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Medische voorwaarden

Op basis van de elementen uit het medische dossier moet de betrokkene ofwel een rolstoel gebruiken ofwel ernstige of absolute moeilijkheden vertonen om zich neer te leggen (vanuit om het even welke positie naar de neerliggende positie gaan en omgekeerd).

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Elektrisch regelbaar bed (leuning en optrekbeugel inbegrepen)	900 euro
Park-box	2.600 euro

8.2. Matrassen tegen doorligwonden**Administratieve voorwaarden**

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Vervangingstermijn: 5 jaar

8.2.1. Matrassen (voor de preventie van doorligwonden)**Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een risico op doorligwonden vertoont.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Matras type 1 (preventie van doorligwonden)	320 euro
---	----------

8.2.2. Matrassen (hoog risico op doorligwonden en/of doorligwonden in het verleden)**Medische voorwaarden**

Op basis van gegevens van het medische dossier moet de aanvrager het volgende aantonen:

- ofwel een verleden van doorligwonden;
- ofwel een hoog risico op doorligwonden.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Matras type 2 (hoog risico op doorligwonden)	1.300 euro
--	------------

8.3. Personenlift**Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de persoon:

- ofwel een rolstoelgebruiker zijn;
- ofwel ernstige moeilijkheden vertonen die hem of haar beletten zich alleen op te richten of op te staan.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een proefattest.

Voor materiaal opgehangen aan rails:

- indien de persoon eigenaar van de woning is, een bewijs van eigendom afleveren;
- indien de persoon huurder is, een schriftelijk akkoord van de eigenaar voor de uit te voeren aanpassingen voorleggen.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

8.3.1. Statische personenlift (papegaaitype)

Personenlift op voet	200 euro
----------------------	----------

8.3.2. Elektrische personenlift

Materiaal op wieltjes	2.800 euro
Materiaal opgehangen aan rails in een vertrek	4.800 euro
Materiaal opgehangen aan rails in meerdere vertrekken	6.350 euro

8.3.3. Badlift, werkend door druk van water of lucht of op batterijen

Badlift, werkend door druk van water of lucht of op batterijen (rotatieschijf inbegrepen)	1.050 euro
Badlift van het hangmatttype met hoofdsteun en riemen	1.450 euro

8.4. Zetel**Administratieve voorwaarden**

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een proefattest (voor een eerste aanvraag).

Indien het materiaal aan de muur vastgehecht moet worden:

- indien de persoon eigenaar van de woning is, een bewijs van eigendom afleveren;
- indien de persoon huurder is, een schriftelijk akkoord van de eigenaar voor de uit te voeren aanpassingen voorleggen.

8.4.1. Toiletstoel**Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager:

- ofwel een rolstoelgebruiker zijn;
- ofwel ernstige moeilijkheden vertonen die hem of haar beletten zich alleen op te richten of op te staan.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Toiletstoel zonder wielotjes	150 euro
Toiletstoel met wielotjes	250 euro

8.4.2. Douchestoel**Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een ernstige bewegingshandicap vertoont waardoor het moeilijk of onmogelijk is om zonder steun rechtop te blijven staan.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Douchestoel aan de wand	280 euro
Douchestoel met 4 wielotjes, verwijderbare armsteunen, al dan niet met opening in de zitting	440 euro
Douchestoel met speciale zitting (riemen en hoofdsteun inbegrepen)	750 euro
Polyvalente orthopedische toiletbril	1.1450 euro

8.4.3. Badstoel**Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager ernstige moeilijkheden vertoont om te kunnen blijven zitten.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Badstoel	200 euro
Badstoel met relaxzitje, riemen en hoofdsteun	1.250 euro

8.4.4. Brancard voor douche of bad**Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een ernstige handicap vertoont die het gebruik van de douche of het bad bemoeilijkt of onmogelijk maakt zonder het gevraagde hulpmiddel.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Brancard zonder hoogteregeling	1.400 euro
Brancard met hoogteregeling	2.400 euro

8.4.5. Ergonomische stoel die het mogelijk maakt zich te verplaatsen

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de persoon:

- ofwel een rolstoelgebruiker zijn;
- ofwel ernstige moeilijkheden vertonen die hem of haar beletten zich te verplaatsen.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Model met gasvijzel	1.050 euro
Elektrisch en verstelbaar model	2.200 euro

8.4.6. Motorisering van een in hoogte verstelbare relaxfauteuil**Medische voorwaarden**

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager:

- ofwel een rolstoelgebruiker zijn;
- ofwel ernstige moeilijkheden vertonen die hem of haar beletten zich alleen op te richten of op te staan.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Motorisering van een in hoogte verstelbare relaxfauteuil	maximaal 50 % van de waarde van de fauteuil met een maximum van 400 euro
--	--

9. Kleine uitrustingen**Bijzondere voorwaarden**

De tegemoetkoming van de dienst PHARE heeft betrekking op klein materiaal dat aan de handicap aangepast is en onontbeerlijk is om een doorgedreven zelfredzaamheid in het dagelijkse leven van de persoon te verschaffen.

De dienst PHARE komt niet tussen voor materiaal voor courant gebruik, noch voor aangepast materiaal dat geen enkele meerkost met zich brengt in vergelijking met hetzelfde niet-aangepast materiaal.

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager ernstige functionele beperkingen vertoont die uit zijn of haar handicap voortvloeien en die hem of haar beletten bepaalde activiteiten uit te voeren zonder het gevraagde technische hulpmiddel.

Specifieke medische voorwaarden voor de aanvraag van een blindenstok:

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager:

- ofwel een vastgestelde visuele beperking van ten minste 60 % vertonen;
- ofwel een medisch voorschrift opgesteld door een in revalidatie erkende oogarts voorleggen.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Specifieke administratieve voorwaarden voor de aanvraag van een blindenstok

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een bewijsstuk waaruit blijkt dat de aanvrager de verplaatsingstechnieken beheerst of bereid is daartoe lessen te volgen.

Modaliteiten

Tegemoetkoming in de eenheidsprijs of in de toeslag ten opzichte van het basisproduct dat door een valide persoon kan worden gebruikt.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Eenheidsprijs of toeslag ten opzichte van basisproduct moet lager zijn dan	150 euro
Per aanvrager mag het totaalbedrag van tegemoetkomingen voor kleine uitrustingen per periode van minimaal 5 jaar te rekenen vanaf de datum van de eerste betaalde factuur niet meer bedragen dan	1.000 euro

10. Onderhoud en herstel van bepaalde hulpmiddelen**Algemene voorwaarden**

Een tegemoetkoming voor het onderhoud of de herstelling kan verleend worden voor een prestatie die deel uitmaakt van bekostiging door de dienst PHARE of die daartoe in aanmerking had kunnen komen.

Geen enkele tegemoetkoming kan verleend worden voor de volgende zaken:

- telefoons, computers of tablets;
- automatische transmissie in de wagen;
- bouw of verbouwing van de woning.

Modaliteiten

Voor het onderhoud van en herstellingen aan toestellen om niveauverschillen te overbruggen:

- wanneer er een overeenkomst voor onderhoud en/of herstellingen werd gesloten, wordt een kopie van deze overeenkomst(en) bij de aanvraag gevoegd;
- wordt de betaling van het bedrag van de tegemoetkoming onderworpen aan het voorleggen van een door de medewerker van de firma opgesteld en ondertekend document waarin vermeld wordt dat hij of zij effectief het onderhoud en de herstellingen uitgevoerd heeft en dat ook door de aanvrager of diens wettelijke vertegenwoordiger ondertekend is;
- bij gebrek aan een overeenkomst voor onderhoud en/of herstellingen moeten de geleverde diensten ofwel op de factuur ofwel op een bewijsstuk dat bij de factuur gevoegd wordt, beschreven staan.

10.1. Onderhoud

Onder "onderhoud" wordt verstaan: de noodzakelijke geplande revisie en technische interventies die de optimale werking van het materiaal waarborgen.

Bijzondere voorwaarden

Het onderhoud heeft uitsluitend betrekking op:

- liften en hefplateaus;
- trapliften;
- personenliften op rails;
- rolstoelen en hulpmiddelen voor de aandrijving van een manuele rolstoel;
- fietsen met manuele aandrijving.

Wat de rolstoelen betreft, komt de dienst PHARE enkel tussen voor één enkele rolstoel per keer, behalve in het geval van cumulatie die door de dienst PHARE erkend wordt.

Modaliteiten: jaarlijkse tegemoetkoming in de onderhoudskosten beperkt tot

Onderhoud	10 % van de waarde van de tegemoetkoming bij aankoop, toegekend op jaarbasis
-----------	--

10.2. Herstelling

Onder "herstelling" wordt verstaan: de technische ingrepen die nodig zijn om problemen in verband met de goede werking van het materiaal te verhelpen, door middel van de eventuele vervanging van defecte of versleten onderdelen.

De vervanging van batterijen en banden van rolstoelen, met inbegrip van de rolstoelaandrijving, valt onder de herstellingen.

Bijzondere voorwaarde

De dienst PHARE komt niet tussen voor de reparatie van materiaal dat door de garantie van de verkoper wordt gedekt.

Wanneer de schade geen aanleiding geeft tot een tegemoetkoming tijdens de garantieperiode - twee jaar vanaf de datum van aankoop of meer in het geval van een verlengde garantie - wordt bij de aanvraag om tegemoetkoming een certificaat van de verkoper gevoegd waarin staat dat hij of zij de reparatie niet op zich neemt.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs van de herstelling beperkt tot

Herstelling	40 % van de waarde van de tegemoetkoming bij aankoop, toegekend over de totale gebruiksduur van het hulpmiddel
-------------	--

11. Aanpassing van de werkplek**11.1. Computers uitgerust met gespecialiseerde software****Medische voorwaarden**

Op basis van de elementen van het medisch dossier moet de persoon een ernstige verslechtering van het gezichtsvermogen hebben, ondanks een optische correctie van het beste oog, gecertificeerd door een oogarts of door een functionele beoordeling waarin staat dat de persoon een visuele handicap heeft die het onmogelijk maakt om te schrijven of te lezen zonder gebruik te maken van een computer of tablet.

Functionele voorwaarden

De dienst PHARE kan een tegemoetkoming toekennen voor de aankoop van een computer indien de compatibiliteit van de computer met het gebruik van software ter compensatie van een visuele handicap onontbeerlijk blijkt te zijn voor de uitoefening van de beroepsactiviteit van de persoon.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten gevoegd worden:

- een motivering van de aanvraag;
- ofwel een kopie van de omscholingsovereenkomst of van de arbeidsovereenkomst, vergezeld van een nota van de werkgever waarin wordt verklaard dat dit type computer niet wordt verstrekt aan werknemers die een gelijkwaardige functie uitoefenen;
- ofwel een bewijs van inschrijving voor een beroepsopleiding;
- 2 vergelijkende gedetailleerde prijsopgaven opgesteld door verschillende leveranciers.

Bijzondere voorwaarden

De tegemoetkoming dekt in geen geval:

- beschermhoezen, hoezen of transporttassen, externe harde schijven, USB-sticks en ander materiaal dat niet specifiek voor de handicap is;
- de kosten van aansluiting op een netwerk of de kosten van gebruik (abonnements- en/of gesprekskosten).

De tegemoetkoming voor een computer kan niet gecumuleerd worden met een tegemoetkoming voor een tablet, noch voor de aankoop van een tweede computer om op een tweede werkplek te werken.

De onderhouds- en herstellingskosten geven geen recht op een tegemoetkoming.

Vervangingstermijn: 5 jaar

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Computer of tablet – compatibel met software ter compensatie van een visuele handicap	700 euro
---	----------

11.2. Scherm groter dan 19 inch**Medische voorwaarden**

Op basis van de elementen van het medisch dossier moet de persoon een ernstige verslechtering van het gezichtsvermogen hebben, ondanks een optische correctie van het beste oog, gecertificeerd door een oogarts of door een functionele beoordeling waarin staat dat de persoon een visuele handicap heeft die het onmogelijk maakt om te lezen zonder gebruik te maken van een scherm groter dan 19 inch.

Administratieve voorwaarden

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten gevoegd worden:

- een motivering van de aanvraag;
- een kopie van de omscholingsovereenkomst, de arbeidsovereenkomst of een bewijs van inschrijving voor een beroepsopleiding;
- 2 vergelijkende gedetailleerde prijsopgaven opgesteld door verschillende leveranciers.

Bijzondere voorwaarden

De onderhouds- en herstellingskosten geven geen recht op een tegemoetkoming.

Vervangingstermijn: 5 jaar

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Scherm groter dan 19 inch	175 euro
---------------------------	----------

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2020/1989 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen in verband met de hulpmiddelen voor insluiting bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III en in afdeling 8 van hoofdstuk IV van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen.

Het collegelid bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,

R. VERVOORT